AIDE JURIDIQUE
DU NOUVEAU-BRUNSWICK

31e RAPPORT ANNUEL 2001-2002

LAW SOCIETY OF NEW BRUNSWICK
BARREAU DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Le 4 mars 2003

Honorable Bradley Green, c.r.
Ministre de la Justice
Province du Nouveau-Brunswick
C.P. 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1

Monsieur le Ministre,

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la *Loi sur l'aide juridique*, j'ai l'honneur de vous soumettre le 31e rapport annuel de l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick pour l'année se terminant le 31 mars 2002.

Respectueusement vôtre,

Charles H. Johnstone, c.r.
Président
Barreau du Nouveau-Brunswick

CHJ/bw

1133, rue Regent Street
Pièce/Suite 206
Fredericton, NB E3B 3Z2
telephone/téléphone : 506-458-8540 facsimile/télécopieur : 506-451-1421

BARREAU DU NOUVEAU-BRUNSWICK

RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DU PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1er AVRIL 2001 AU 31 MARS 2002

Ministère de la Justice
Province du Nouveau-Brunswick
Édifice du Centenaire
Fredericton (Nouveau-Brunswick)

Monsieur le Ministre,

Le Barreau du Nouveau-Brunswick vous présente le rapport qui suit :

PARTIE 1
GÉNÉRALITÉS

1.01 Résumé

L'exercice 2001-2002 marque la huitième année d'existence du mode de financement par budget global. L'Aide juridique du Nouveau-Brunswick a touché encore cette année le plein montant de sa subvention annuelle au début de l'année. Le taux de 40 p. 100 a été versé dans son intégralité aux avocats participants à la fin de l'exercice. Le solde en caisse cette année se chiffre à 7 883 $, et le fonds de réserve affiche maintenant un solde de 228 799 $.

Cette année, les dépenses consacrées aux services juridiques ont été supérieures de 409 000 $ à celles de l'année précédente. Cette augmentation a été compensée par une hausse provisoire de l'aide financière du gouvernement fédéral ainsi que par le financement qu'il a consenti relativement à deux projets, à savoir le tribunal de la santé mentale à Saint-Jean et le projet d'avocat de service en titre à Edmundston et Grand-Sault.

Au cours du dernier exercice, l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick a enrichi la gamme de ses services en assumant la responsabilité de l'aide juridique en matière de droit de la famille, qui relevait précédemment de la Division des services aux tribunaux du ministère de la Justice. Le service a terminé l'exercice avec un excédent de 42 000 $ pour des recettes de 1 382 000 $.

En ce qui concerne l'aide juridique en matière de droit de la famille, sept avocats à temps plein et deux avocats à mi-temps offrent des services juridiques à contrat. Les bureaux ont été déménagés ou rénovés à Saint-Jean, Moncton, Fredericton, Bathurst, Edmundston et Campbellton dans le but de recevoir les employés additionnels et de rapprocher les locaux de l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick des tribunaux afin d'en faciliter l'accès pour les clients. D'autres changements sont prévus à Miramichi et à Moncton lorsque les nouveaux locaux des palais de justice seront prêts. Ces changements permettront à l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick d'être plus accessible pour sa clientèle.

L'année dernière, les employés et les avocats participants ont été très actifs, puisque la charge de travail des membres du personnel s'est accrue de façon importante et que les services d'aide juridique en matière criminelle ont enregistré une hausse de 25 p. 100. La coopération, la bonne volonté et les efforts de chacun en vue d'améliorer les services aux clients ont permis à l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick de s'acquitter de son mandat au cours de l'année.

1.02 Comités

Comité d'aide juridique

Le Comité d'aide juridique, constitué le 16 mars 2001 en vertu du paragraphe 2(4) de la *Loi sur l'aide juridique*, est formé des membres suivants du Barreau du Nouveau-Brunswick (dont le mandat se termine le 31 mars 2003) :

Président	Edward L. Derrah, Fredericton (Nouveau-Brunswick)
Membre d'office	Charles H. Johnstone, c. r., Bathurst (Nouveau-Brunswick)

	Membres
Région 1 – Saint-Jean	Brian Munro
Région 2 – Moncton	Scott E. Fowler
Région 3 – Fredericton	Robert Digdon
Région 4 – Woodstock	Kimberly Monteith
Région 5 – Miramichi	Geri Mahoney
Région 6 – Bathurst	Jean-Guy Henry
Région 7 – Edmundston	Diane Deschênes
Région 8 – Campbellton	J. Paul Dubé

Au cours de la période visée par le présent rapport, soit du 1er avril 2001 au 31 mars 2002, les membres du comité ont traité l'affaire suivante :

Un appel, qui a été rejeté.

Comités régionaux

Conformément au paragraphe 5(1) de la *Loi sur l'aide juridique*, les personnes suivantes ont été désignées comme membres par le conseil (les noms des membres du Barreau du Nouveau-Brunswick figurent en caractères gras et ceux des représentants du grand public, en caractères ordinaires) le 16 mars 2001 :

	Membres	Fin du mandat
Région 1 – Saint-Jean	**Donald Cullinan**	31 mars 2002
	Dorothy Dearborn	31 mars 2002
	Joel Hansen	31 mars 2002
	Ashley Little	31 mars 2003
	Michael L. McCluskey	31 mars 2003
	Aubrey Reid	31 mars 2003
Région 2 – Moncton	**Maureen Mills**	31 mars 2002
	Jocelyne A. LeBlanc (a démissionné le 31 mars 2002)	
	Judith MacPherson (nommée les 5 et 6 avril 2002)	31 mars 2004
	Beverly Taylor	31 mars 2002
	Arthur Savoie	31 mars 2003
	Léo-Marie Vienneau	31 mars 2003
	Scott Fowler	31 mars 2003
Région 3 – Fredericton	**G. Keith Allen, c. r.**	31 mars 2002
	John Hanson, c. r.	31 mars 2002
	Garth Williams	31 mars 2002
	Carolyn Layden-Stevenson (a démissionné le 2 janvier 2002)	
	Kathryn Gregory El-Khoury (nommée 5-6/4/2002)	31 mars 2003
	Harry Rigby	31 mars 2003
	Doug Cain	31 mars 2003

Région 4 – Woodstock	William Burnham fils	31 mars 2002
	Kimberly A. Monteith	31 mars 2002
	Shelley Murray	31 mars 2002
	Burpee Wagner	31 mars 2003
	Ann Whiteway-Brown	31 mars 2003
	Robert D. MacElwain	31 mars 2003
Région 5 – Miramichi	James Driscoll	31 mars 2002
	John McAllister	31 mars 2002
	Harvey Urquhart	31 mars 2002
	John Lockerbie	31 mars 2003
	B. Bannon Morrissy	31 mars 2003
	Willis Dickison	31 mars 2003
Région – 6 Bathurst	Rénald Comeau	31 mars 2002
	Aubin Doucet	31 mars 2002
	Vincent Whelton, c. r. (a démissionné le 31 mars 2002)	
	Robert Boudreau (nommé les 5 et 6 avril 2002)	31 mars 2004
	Marc Guignard	31 mars 2003
	Gregory Riordon	31 mars 2003
	Stuart Norton	31 mars 2003
Région 7 – Edmundston	Gérald Guerette	31 mars 2002
	Gilles Guerette	31 mars 2002
	Gary McLaughlin	31 mars 2002
	Maurice LaPalme	31 mars 2003
	François Angers (a démissionné le 7 septembre 2001)	
	Brigitte Volpé (nommée les 5 et 6 avril 2002)	31 mars 2003
	I. Gérald Levesque	31 mars 2003
Région 8 – Campbellton	Michelle Bourgoin (a démissionné le 8 janvier 2002)	
	Jeanne-Mance Gallant (nommée les 5 et 6 avril 2002)	31 mars 2004
	Martin Savoie	31 mars 2002
	Roger Gauvin	31 mars 2002
	Gordon Kierstead	31 mars 2003
	Sandy MacLean	31 mars 2003
	Thomas McBrearty	31 mars 2003

1.03 Directeur provincial

David M. Potter a été nommé directeur provincial par intérim le 13 décembre 1993 et il continue d'agir à ce titre à la discrétion du conseil. Le bureau du directeur provincial est situé au 356, rue Queen, à Fredericton (Nouveau-Brunswick).

1.04 Bureaux de l'aide juridique

En application du paragraphe 4(1) de la *Loi sur l'aide juridique*, des bureaux ont été établis aux adresses suivantes :

Région 1 – Saint-Jean	110, rue Charlotte
Région 2 – Moncton	770, rue Main
Région 3 – Fredericton	356, rue Queen
Région 4 – Woodstock	633, rue Main
Région 5 – Miramichi	142, boulevard Newcastle
Région 6 – Bathurst	216, rue Main
Région 7 – Edmundston	121, rue Church
Région 8 – Campbellton	123, rue Water

1.05 Tableau des avocats de service en matière criminelle

Au cours de la période allant du 1er avril 2001 au 31 mars 2002, les tableaux des avocats de service en matière criminelle dans les diverses régions de la province présentaient les effectifs suivants :

Région 1 – Saint-Jean	39	(44)
Région 2 – Moncton	24	(21)
Région 3 – Fredericton	28	(22)
Région 4 – Woodstock	6	(5)
Région 5 – Miramichi	10	(3)
Région 6 – Bathurst	14	(16)
Région 7 – Edmundston	1	(1)
Région 8 – Campbellton	10	(12)
	132	(124)

1.06 Tableaux de l'aide juridique en matière criminelle

Au cours de la période allant du 1er avril 2001 au 31 mars 2002, la répartition dans les régions des avocats inscrits aux tableaux de l'aide juridique en matière criminelle se présentait comme suit :

Région 1 – Saint-Jean	47	(47)
Région 2 – Moncton	41	(41)
Région 3 – Fredericton	38	(38)
Région 4 – Woodstock	14	(11)
Région 5 – Miramichi	31	(33)
Région 6 – Bathurst	38	(40)
Région 7 – Edmundston	6	(7)
Région 8 – Campbellton	12	(14)
	227	(231)

1.07 Avocats disposés à accepter des appels de personnes en état d'arrestation (appels Brydges)

Région 1 – Saint-Jean	25
Région 2 – Moncton	30
Région 3 – Fredericton	28
Région 4 – Woodstock	4
Région 5 – Miramichi	10
Région 6 – Bathurst	3
Région 7 – Edmundston	1
Région 8 – Campbellton	2
	103

PARTIE II
AIDE JURIDIQUE FOURNIE EN MATIÈRE CRIMINELLE

DANS LE PRÉSENT RAPPORT, LES CHIFFRES ENTRE PARENTHÈSES CORRESPONDENT AUX STATISTIQUES DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

2.01 Voici les statistiques sur le nombre de demandes reçues, de demandes refusées, de certificats délivrés et de certificats payés par région de la province :

Région	Demandes reçues	Demandes refusées	Certificats délivrés	Certificats payés
Région 1 – Saint-Jean	396 (341)	161 (125)	235 (216)	263 (230)
Région 2 – Moncton	537 (524)	230 (220)	307 (304)	376 (378)
Région 3 – Fredericton	311 (264)	77 (98)	234 (166)	251 (175)
Région 4 – Woodstock	141 (139)	27 (44)	114 (95)	140 (111)
Région 5 – Miramichi	191 (155)	64 (59)	127 (96)	136 (98)
Région 6 – Bathurst	330 (278)	109 (101)	221 (177)	234 (198)
Région 7 – Edmundston	67 (74)	19 (15)	48 (59)	45 (66)
Région 8 – Campbellton	145 (108)	38 (20)	107 (88)	130 (89)
	2 118 (1 883)	725 (682)	**1 393 *(1 201)	1 575 (1 345)
** Augmentation + * Diminution -	+ 12,5 % (- 6,18 %)	+ 6,3 % (- 8,46 %)	+ 16,0 % (- 4,8%)	

** Dans le présent rapport, ce chiffre représente l'écart exprimé en pourcentage par rapport à l'année antérieure. Un nombre appréciable de certificats sont délivrés en rapport avec plus d'une accusation. Bien que le travail associé au traitement des accusations supplémentaires fasse augmenter le coût par dossier, aucun renseignement n'a été recueilli à ce sujet.

2.02 Avocats de service

Le tableau qui suit donne le nombre de personnes accusées d'infractions qui ont bénéficié de l'assistance d'un avocat de service :

	Plaidoyer seulement	*Services complets	Totaux	
Région 1 – Saint-Jean	3 125	1 535	4 660	(4 576)
Région 2 – Moncton	2 202	1 314	3 516	(3 034)
Région 3 – Fredericton	1 622	582	2 204	(1 999)
Région 4 – Woodstock	652	219	871	(889)
Région 5 – Miramichi	772	279	1 051	(1 000)
Région 6 – Bathurst	1 201	326	1 527	(1 286)
Région 7 – Edmundston (avocat en titre)	▼144	▼61	▼205	
Région 7 – Grand-Sault (avocat en titre)	▼81	▼40	▼121	
Région 7 – Edmundston (avocat de cabinet)	423	178	601	(300)
Région 8 – Campbellton	344	140	484	(425)
Totaux (sans l'avocat de service en titre)	10 341	4 573	14 914	(13 509)

* Par « services complets », on entend que l'avocat de service s'est chargé de l'affaire jusqu'au prononcé de la peine. Parmi les 14 914 personnes conseillées par un avocat de service, 4 573 (30,7 p. 100) ont reçu des services complets et n'ont pas eu recours à d'autres services de l'Aide juridique ni des Services aux tribunaux.

▼ Les statistiques de la région d'Edmundston comptabilisent séparément les services offerts par l'avocat de service en titre à Edmundston et à Grand-Sault.

2.03 Analyse selon la nature de l'infraction – Avocats de service

Les infractions imputées aux personnes qui ont obtenu les conseils des avocats de service se répartissaient comme suit (dans bien des cas, les personnes ont été accusées de plus d'une infraction) :

	Régions 1 à 8 (Avocats de cabinet)	Région 7 (Avocat en titre)	Total global	Infractions	
	Nombre	Nombre	Nombre	Pourcentage	
Code criminel	19 557	224	19 781	70,9	(16 718)
Autres lois fédérales	397	7	404	1,4	(292)
Stupéfiants	1 338	18	1 356	4,9	(1 092)
Loi sur les jeunes contrevenants	4 540	47	4 587	16,5	(4 594)
Loi sur les véhicules à moteur	1 181	9	1 190	4,3	(1 159)
Loi sur la réglementation des alcools	65	s. o.	65	0,2	(61)
Autres lois provinciales	489	21	510	1,8	(410)
	27 567	326	27 893	100,0	(24 326)

2.04 Personnes en état d'arrestation (appels Brydges)

Depuis le 1er janvier 1994, les avocats du Nouveau-Brunswick offraient gratuitement des services aux personnes en état d'arrestation qui n'étaient pas en mesure d'en acquitter le coût.

À l'époque, l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick éprouvait des difficultés financières. Grâce aux efforts de toutes les personnes qui s'occupent de fournir des services d'aide juridique, la santé financière de l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick s'est améliorée. Pour souligner la contribution importante des avocats des cabinets privés, le conseil du Barreau du Nouveau-Brunswick et le ministère de la Justice ont décidé de modifier le principe de la gratuité et d'accorder à nouveau un tarif de 25 $ par appel téléphonique de la part de personnes en état d'arrestation (appels Brydges) à compter du 1er octobre 2001.

	Nombre de personnes aidées	$
Région 1 – Saint-Jean	341	8 525
Région 2 – Moncton	208	5 200
Région 3 – Fredericton	266	6 650
Région 4 – Woodstock	111	2 775
Région 5 – Miramichi	49	1 225
Région 6 – Bathurst	137	3 425
Région 7 – Avocat de service en titre	▼101	▼2 525
Région 7 – Edmundston	1	25
Région 8 – Campbellton	8	200
Totaux (sans l'avocat de service en titre)	1 121	**28 025
** TVH non comprise dans le total		3 998 $

▼ Les statistiques de la région d'Edmundston comptabilisent séparément les services offerts par l'avocat de service en titre.

Remarque : Le coût indiqué pour l'avocat de service en titre équivaut à une portion du salaire, et non à un supplément à celui-ci.

2.05 Analyse des infractions – Certificats remplis

Les certificats remplis se répartissaient comme suit :

	Nombre		Valeur ($)		Pourcentage	
Meurtre qualifié et non qualifié et tentative de meurtre	23	(19)	185 437	(97 849)	12,8	(8,9)
Possession d'une arme dangereuse	23	(12)	12 745	(6 171)	0,9	(0,5)
Vol qualifié	58	(42)	74 426	(47 643)	5,2	(4,3)
Vol par effraction, vol et recel	344	(269)	238 497	(172 977)	16,5	(15,7)
Région 7 – Avocat de service en titre	▼1		▼879			
Agression sexuelle	141	(140)	150 894	(174 921)	10,5	(15,9)
Stupéfiants	178	(173)	181 463	(136 442)	12,5	(12,4)
Voies de fait	318	(288)	227 327	(183 972)	15,7	(16,7)
Région 7 – Avocat de service en titre	▼1		▼312			
Véhicules à moteur, *Code criminel* (y compris la conduite avec facultés affaiblies)	29	(25)	20 746	(21 795)	1,4	(2,0)
Fraude et escroquerie	55	(43)	37 131	(28 448)	2,6	(2,5)
Dommages matériels et incendie criminel	49	(38)	47 514	(36 783)	3,3	(3,3)
Entrave à un agent de la paix	2	(2)	1 356	(1 603)	0,1	(0,1)
Manquement aux conditions d'une probation	119	(97)	61 152	(46 996)	4,2	(5,1)
Région 7 – Avocat de service en titre	▼2		▼1 383			
Tentative, complot et complicité	21	(15)	29 989	(23 300)	2,1	(2,1)
Faux messages	1	(1)	161	(459)	0,0	(0,0)
Lésions corporelles	8	(10)	10 047	(9 976)	0,7	(0,9)
Faux et usage de faux	21	(23)	13 698	(20 489)	0,9	(1,8)
Méfait public	6	(2)	5 046	(609)	0,3	(0,0)
Évasion	14	(7)	8 735	(4 442)	0,6	(0,4)
Avoir troublé l'ordre public	1	(1)	154	(432)	0,0	(0,0)
Menaces	126	(89)	83 516	(52 448)	5,8	(4,7)
Région 7 – Avocat de service en titre	▼2		▼1 324			
Autres lois provinciales	2	(2)	2 062	(515)	0,1	(0,0)
Autres infractions au *Code criminel* et aux lois fédérales	36	(47)	55 160	(30 453)	3,8	(2,7)
Examen judiciaire	0	(0)	0	(0)	0,0	(0,0)
Totaux (sans l'avocat de service en titre)	1 575	(1 345)	**1 447 256	(*1 098 723)	100,0	(100,0)
** TVH non comprise dans le total			204 238 $			
* TVH non comprise dans le total			(153 029 $)			

▼ Services offerts par l'avocat de service en titre à Edmundston et Grand-Sault.

2.06 Analyse des infractions – Avocats désignés par le tribunal

Infraction	Nombre	Valeur ($)	Pourcentage
Agression sexuelle	3 (0)	1 369 (0)	15,0 (0)
Vol par effraction, vol et recel	4 (11)	1 332 (4,784)	14,6 (25,8)
Avoir troublé l'ordre public	1 (2)	633 (188)	6,9 (1,0)
Homicide	0 (1)	0 (559)	0 (3,0)
Voies de fait	11 (7)	4 738 (4 320)	51,8 (23,3)
Faux messages	1 (0)	311 (0)	3,4 (0)
Dommages matériels et incendie criminel	3 (3)	764 (1 288)	8,3 (7,0)
Entrave à un agent de la paix	0 (0)	0 (0)	0 (0)
Manquement aux conditions d'une probation	0 (5)	0 (3 032)	0 (16,3)
Tentative, complot et complicité	0 (2)	0 (1 174)	0 (6,3)
Autres infr. – *Code criminel* et lois fédérales	0 (4)	0 (3 221)	0 (17,3)
Région 7 – Avocat de service en titre	▼1	▼333	-
Totaux (sans l'avocat de service en titre)	23 (35)	**9 147 *(18 566)	100,0 (100,0)

** TVH non comprise dans le total 1 243 $
* TVH non comprise dans le total (2 747 $)

2.07 Contributions des clients, privilèges et coûts recouvrés

	Contributions des clients							
	Total		Privilèges	Coûts	Total		Total général	
	$		$	$	$		$	
Région 1 – Saint-Jean	5 600	(7 435)	1 118	0	1 118	(5 447)	6 718	(12 882)
Région 2 – Moncton	9 755	(9 935)	11 361	0	11 361	(10 642)	21 116	(20 577)
Région 3 – Fredericton	7 000	(6 545)	4 929	0	4 929	(696)	11 929	(7 241)
Région 4 – Woodstock	3 095	(3 160)	918	0	918	(1 050)	4 013	(4 210)
Région 5 – Miramichi	4 975	(3 705)	1 153	0	1 153	(598)	6 128	(4 303)
Région 6 – Bathurst	5 320	(5 120)	3 947	0	3 947	(4 925)	9 267	(10 045)
Région 7 – Edmundston	10 785	(3 755)	8 636	0	8 636	(0)	19 421	(3 755)
Région 8 – Campbellton	4 032	(3 560)	5 350	0	5 350	(6 524)	9 382	(10 084)
	50 562	(43 215)	37 412	0	37,412	(29,882)	87 974	(73 097)

2.08 Dépenses pour les certificats en matière criminelle

	Total des honoraires $	Total des débours $	Total général $	Coût moyen total par dossier $
Région 1 – Saint-Jean	221 094 (189 897)	4 835 (3 725)	225 929 (193 622)	859 (842)
Région 2 – Moncton	334 745 (280 122)	10 239 (9 267)	344 984 (289 389)	918 (766)
Région 3 – Fredericton	179 938 (140 701)	3 891 (4 182)	183 829 (144 883)	732 (828)
Région 4 – Woodstock	81,390 (60 641)	846 (755)	82 236 (61 396)	587 (553)
Région 5 – Miramichi	105,383 (72 732)	4 938 (787)	110 321 (73 519)	811 (750)
Région 6 – Bathurst	274 129 (153 118)	6 200 (2 201)	280 329 (155 319)	1 198 (784)
Région 7 – Edmundston	61 787	5 017	66 804	1 485
Région 7 – Avocat en titre			▼3 898	▼650
	(74 092)	(12 009)	(86 101)	(1 305)
Région 8 – Campbellton	140 593 (92 428)	12 231 (2 066)	152 824 (94 494)	1 176 (1 062)
Totaux (sans l'avocat en titre)	1 399 059 (1 063 731)	48 197 (34 992)	**1 447 256 *(1 098 723)	919 (817)

** TVH non comprise dans le total 204 238 $
* TVH non comprise dans le total (153 029 $)

** Trente-deux dossiers ayant entraîné des coûts élevés (de plus de 5 000 $, TVH incluse) qui totalisaient 321 656 $ (TVH non incluse) sont compris dans ce total.

* Vingt-deux dossiers ayant entraîné des coûts élevés (de plus de 5 000 $, TVH incluse) qui totalisaient 175 338 $ (TVH non incluse) sont compris dans ce total.

2.09 Analyse des coûts par dossier

	Nombre total de certificats payés	Coût total	Coût moyen par dossier
		$	$
1990-1991	1 483	1 119 997	755
1991-1992	2 348	1 927 946	821
1992-1993	1 703	1 330 919	782
1993-1994	2 259	1 816 238	804
1994-1995	1 906	1 152 003	604
1995-1996	1 482	1 140 119	769
1995-1996 (rajusté)	1 463	845 788	578
1996-1997	1 627	1 104 169	679
1996-1997 (rajusté)	1 618	993 788	614
1997-1998	1 566	1 299 717	830
1997-1998 (rajusté)	1 547	1 021 999	661
1998-1999	1 430	1 162 180	813
1998-1999 (rajusté)	1 413	943 418	668
1999-2000	1 416	1 181 703	835
1999-2000 (rajusté)	1 391	921 390	662
2000-2001	1 345	1 098 723	817
2000-2001 (rajusté)	1 323	923 385	698
2001-2002	1 575	1 447 256	919
2001-2002 (rajusté)	1 543	1 125 600	729

Remarque : Les chiffres rajustés ne tiennent pas compte des dossiers à coûts élevés (de plus de 5 000 $, TVH incluse).

2.10 Dépenses pour les avocats de service en matière criminelle

	Total global des honoraires	Total global des débours	Total général global	Coût moyen par dossier
	$	$	$	$
	171 452	196	171 648	37
Région 1 – Saint-Jean	(164 169)	(225)	(164 394)	(36)
	103 108	15	103 123	29
Région 2 – Moncton	(93 559)	(50)	(93 609)	(31)
	66 484	90	66 574	30
Région 3 – Fredericton	(69 906)	(49)	(69 955)	(35)
	32 397	58	32 455	37
Région 4 – Woodstock	(33 576)	(0)	(33 576)	(38)
	34 329	178	34 507	33
Région 5 – Miramichi	(31 096)	(0)	(31 096)	(31)
	72 995	0	72 995	48
Région 6 – Bathurst	(63 122)	(175)	(63 297)	(49)
Région 7 – Edmundston	29 150	40	29 190	49
Région 7 – Avocat de service en titre			▼6 194	▼19
	(28 253)	(575)	(28 828)	(96)
	27 011	19	27 030	56
Région 8 – Campbellton	(25 037)	(24)	(25 061)	(59)
	536 926	596	**537 522	36
	(508 718)	(1 098)	*(509 816)	(38)

** TVH non comprise dans le total 76 804 $
* TVH non comprise dans le total (72 721 $)

2.11 Analyse des coûts par dossier

	Nombre total de dossiers	Dossiers, services complets	Coût total $	Coût par dossier $
1990-1991	2 584	s. o.	526 294	42
1991-1992	17 478	s. o.	646 373	37
1992-1993	14 579	s. o.	540 932	37
1993-1994	17 543	5 920	613 752	35
1994-1995	16 486	5 733	498 542	30
1995-1996	15 386	5 743	485 294	32
1996-1997	15 818	5 880	535 560	34
1997-1998 (90 %)	15 809	5 934	490 705	31
1997-1998 (révisé : 100 %)	15 809	5 934	545 048	34
1998-1999	14 335	5 300	525 468	37
1999-2000	14 695	5 066	532 487	36
2000-2001	13 509	4 422	509 816	38
2001-2002	14 914	4 573	537 522	36

Total des dossiers dans lesquels des services complets ont été rendus :
4 573 dossiers à 36 $ par dossier = 164 628 $

Nombre total de certificats :
1 575 dossiers à 919 $ par dossier = 1 447 256 $

Total des dossiers dans lesquels des services complets ont été fournis :
6 148 dossiers à un coût total de 1 611 884 $ = 262 $

Total des dossiers dans lesquels des services complets ont été rendus en 2000-2001 :
5 767 dossiers à un coût total de 1 266 759 $ = 220 $

PARTIE III
INFORMATION FINANCIÈRE À DES FINS DE RENDEMENT ET DE CALCUL

3.01 Généralités

Les dépenses d'immobilisation, comme l'achat de mobilier, de matériel, de papeterie et de formules, sont comprises dans les frais d'administration.

On trouvera la ventilation des frais d'administration au chapitre 3.05.

3.02a) État des recettes et des dépenses (comptabilité de caisse)

	Total $
Recettes	
Subvention du gouvernement du Nouveau-Brunswick (2001-2002)	2 200 000
Aide financière spéciale	323 067
Plus : CPG échu	700 000
Solde d'ouverture (2001-2002)	(676 359)
Remboursement de la TVH	259 272
Privilèges	37 412
Contributions des clients	50 562
Revenus en intérêts	81 896
Financement de projet	54 872
Autres	(5 802)
	3 024 920
Dépenses	
Honoraires pour les certificats	1 399 059
Débours pour les certificats	48 197
TVH pour les certificats	204 238
Honoraires des avocats de service	536 926
Débours des avocats de service	596
TVH pour les avocats de service	76 804
Avocat de service auprès des Autochtones	29 436
Avocats désignés par le tribunal	9 147
TVH des avocats désignés par le tribunal	1 243
Appels de personnes détenues (appels Brydges)	28 025
TVH pour les appels de personnes détenues (appels Brydges)	3 998
Services professionnels	17 352
TVH pour les services professionnels	1 103
Frais d'administration (TVH de 16 689 $ comprise)	654 983
	3 011 107
Solde	13 813

L'analyse du solde du fonds le 31 mars 2002 se présente comme suit :

En banque	13 813 $
Fonds de caisse	1 125 $
Total global	14 938 $

3.02b) Analyse de l'excédent et rapprochement avec les états financiers vérifiés (comptabilité d'exercice)

	$	$
Excédent total selon les états financiers vérifiés		228 799
Moins : comptes clients		
Remboursement de la TVH	204 695	
Divers	10 291	214 986
Plus : frais courus (feuille de paye)		0
Montant net en caisse		13 813
Solde du compte bancaire selon l'état de l'évolution de la situation financière		13 813
Plus : fonds de caisse		1 125
Montant net en caisse		14 938

3.03 Frais d'administration (y compris les huit bureaux régionaux)

Au cours de la période visée par le présent rapport, les frais d'administration se sont chiffrés à 631 772 $. La ventilation des frais d'administration figure au chapitre 3.05.

3.04 Coûts moyens

On verra que la moyenne des coûts par personne qui a reçu de l'aide d'un avocat de service en matière criminelle s'élevait à 36 $. Les coûts moyens de l'aide juridique fournie par les avocats qui ont reçu des certificats en matière criminelle se chiffraient à 919 $ par personne (remarque : ce montant tient compte de la somme de 321 656 $ qui a été payée dans 32 dossiers à coûts élevés; sans cette somme, les coûts moyens par dossier s'élèveraient à 729 $, TVH non incluse).

L'analyse de la moyenne des coûts des certificats et du travail des avocats de service au cours de l'année terminée le 31 mars 2002 montre ce qui suit :

	Total
Certificats en matière criminelle (sans la TVH)	
Nombre de certificats payés	1 575
Total des honoraires et des débours	1 447 256 $
Coûts moyens par dossier	919 $
Dossiers à coûts élevés (32 certificats)	321 656 $
Coûts moyens, déduction faite des dossiers à coûts élevés	729 $
Avocats de service en matière criminelle (sans la TVH)	
Nombre de personnes qui ont reçu de l'aide	14 914
Total des honoraires et des débours	537 522 $
Coûts moyens par personne	36 $
Nombre de personnes qui ont reçu des services complets	4 573
Coûts de la prestation des services complets	164 628 $
Certificats et avocats de service	
Nombre de dossiers	6 148
Coûts moyens globaux des certificats ordinaires et des services complets des avocats de service	262 $
Appels de personnes détenues (appels Brydges)	
Nombre de personnes qui ont reçu de l'aide	1 121
Total des honoraires	28 025 $

Les honoraires prévus au tarif sont ceux que verse en général un client aux moyens de subsistance modestes pour les services d'aide juridique prescrits par le tarif de l'Aide juridique. (Le tarif en matière criminelle a été établi en 1971, puis modifié et augmenté en 1974, en 1980, en 1983 ainsi que le 1er février 1990. La dernière modification en date a eu pour effet d'abolir la réduction de 25 p. 100 des honoraires. La note G du tarif a été abrogée).

3.05 Ventilation des frais d'administration

Région	Traitements	Loyers et services	Poste	Fournitures	Téléphone	Totaux	2000-2001
	$	$	$	$	$	$	$
Bureau central	181 552	26 660	4 728	10 013	12 702	235 655	(207 631)
Saint-Jean	29 012	9 792	1 237	2 038	4 694	46 773	(43 827)
Moncton	29 399	650	2 942	2 581	2 148	37 720	(32 889)
Fredericton	27 559	0	0	111	0	27 670	(25 212)
Woodstock	0	7 992	981	845	2 506	12 324	(27 447)
Miramichi	29 399	6 452	539	1 144	2 228	39 762	(28 663)
Bathurst	33 778	6 258	1 465	3 888	3 995	49 384	(47 173)
Edmundston	29 979	8 602	174	1 057	3 892	43 704	(29 230)
Campbellton	133	4 684	393	1 507	2 709	9 426	(27 684)
	360 811	71 090	12 459	23 184	34 874	502 418	(469 756)
Publicité et relations publiques						2 745	(2 015)
Frais bancaires						1 800	(1 800)
Avantages sociaux des employés						33 507	(33 554)
Avocat contractuel						20 269	(0)
Informatique						2 848	(1 513)
Assurances						1 371	(1 409)
Frais juridiques						0	(4 777)
Enregistrement de privilèges						3 689	(3 096)
Divers						6 648	(4 200)
Ameublement et matériel de bureau, réparations						25 372	(21 046)
Imprimerie et publications						8 694	(9 075)
Perfectionnement professionnel						525	(619)
Services professionnels						0	(0)
Sécurité						3 801	(5 407)
Traduction						961	(1 388)
Déplacements						23 646	(12 143)
Frais de déménagement						0	(8 596)
Partie payée de la TPS et de la TVH applicable à l'administration (recouvrable)						16 689	(11 827)
						654 983	(592 221)

3.06 Répartition en pourcentage des dépenses de l'Aide juridique

Comptes généraux des certificats en matière criminelle		53,5 %
Comptes généraux des avocats de service en matière criminelle		9,9 %
Avocat de service auprès des Autochtones		1,1 %
Avocats désignés par le tribunal		0,3 %
Appels de personnes détenues (appels Brydges)		1,1 %
Avocat contractuel		0,7 %
Projet du tribunal de la santé mentale – Avocat de service		0,6 %
Traitements et avances sur honoraires	13,3 %	
Frais d'administration	9,5 %	22,8 %
		100,0 %

PARTIE IV
ÉTAT FINANCIER
(COMPTABILITÉ D'EXERCICE)

	2001-2002	2000-2001
Actif	$	$
Fonds de réserve (2000-2001)	220 916	279 504
Encaisse (2001-2002)	797 165	0
Placement à court terme	0	700 000
Comptes clients	412 192	197 152
	1 430 273	1 176 656
Passif et excédent		
Comptes fournisseurs	1 201 474	955 740
Excédent	228 799	220 916
	1 430 273	1 176 656
Recettes		
Gouvernement du Nouveau-Brunswick	2 523 067	2 200 000
Ministère fédéral de la Justice	54 872	4 760
Frais recouvrés au moyen des privilèges	37 412	29 882
Contributions des clients	50 562	43 215
Frais et recouvrements	0	0
Intérêts	49 108	82 445
Total des recettes	2 715 021	2 360 302
Dépenses		
Honoraires et débours – Certificats	1 447 256	1 098 723
Honoraires et débours – Avocats de service	537 522	509 816
Honoraires et débours – Avocats de service (projet pour les Autochtones)	29 436	33 068
Honoraires et débours – Avocats désignés par le tribunal	9 147	18 566
Appels de personnes détenues	28 025	0
Projets	17 352	0
	2 068 738	1 660 173
Frais d'administration		
Avocat contractuel	20 269*	0
Salaires et dépenses connexes	394 318	387 303
Loyer des bureaux	74 891*	68 835
Impression et fournitures de bureau	31 878*	22 989
Téléphone	34 874	29 782
Déplacements	23 646 *	12 143
Perfectionnement et formation professionnels	525	619
Ameublement et matériel de bureau	10 295*	9 853
Poste	12 459	8 882
Location de matériel et contrats de service	15 077	11 192
Publicité	2 745	2 015
Assurances	1 371	1 409
Droits d'enregistrement recouvrables des privilèges	3 689	3 096
Divers	8 554	6 000
Traduction	961	1 388
Informatique	2 848	1 514
Services professionnels	0	4 777
Frais de déménagement	0	8 597
	638 400	580 394
Total des dépenses	2 707 138	2 240 567
Excédent (déficit)	7 883	119 735
Excédent au début de l'année	220 916	101 181
Excédent à la fin de l'année	228 799	220 916

Remarque : les recettes et les dépenses qui figurent dans le présent état financier ne comprennent pas la TVH.

* Comprend certaines dépenses consacrées à des projets.

PARTIE V
ENTENTE FÉDÉRALE-PROVINCIALE
AU SUJET DE L'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE

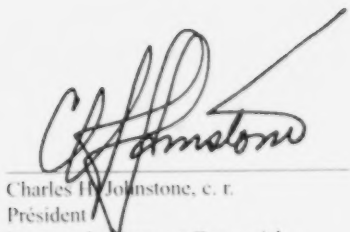
En janvier 1973, le gouvernement provincial a conclu une entente de partage des coûts avec le gouvernement du Canada. En vertu de cette entente, le gouvernement provincial a reçu du gouvernement fédéral les sommes suivantes :

	$
1985 – 1986	919 792
1986 – 1987	927 390
1987 – 1988	1 076 347
1988 – 1989	1 162 519
1989 – 1990	1 320 901
1990 - 1991	899 279
1991 - 1992	1 222 006
1992 - 1993	1 229 150
1993 - 1994	1 253 856
1994 - 1995	985 324
1995 - 1996	1 208 580
1996 - 1997	1 210 029
1997 - 1998	1 256 047
1998 - 1999	1 327 410
1999 - 2000	1 363 165
2000 - 2001	1 401 200
2001 - 2002	1 724 259

PARTIE VI
CONCLUSION

Les états financiers du fonds de l'Aide juridique, qui ont été préparés par le Bureau du vérificateur général pour l'année terminée le 31 mars 2002, sont joints au présent rapport.

Le tout respectueusement soumis.



Charles H. Johnstone, c. r.
Président
Barreau du Nouveau-Brunswick

ÉTATS FINANCIERS

AIDE JURIDIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

FONDS D'AIDE JURIDIQUE (MATIÈRE CRIMINELLE)

31 MARS 2002

New Nouveau Brunswick

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

Ministre de la Justice et Procureur général
Province du Nouveau-Brunswick
et
le Conseil du Barreau du Nouveau-Brunswick

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'aide juridique (matière criminelle) du Barreau du Nouveau-Brunswick au 31 mars 2002 et l'état des résultats et de l'excédent de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'aide juridique du Nouveau-Brunswick. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2002, ainsi que des résultats de ses activités pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Le vérificateur général adjoint,

K D Robinson

K. D. Robinson, c.a.

Fredericton (N.-B.)
le 4 juillet 2002

AIDE JURIDIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
FONDS D'AIDE JURIDIQUE (MATIÈRE CRIMINELLE)
BILAN
31 MARS 2002

	2002	2001
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse	1 018 081 $	279 504 $
Placement à court terme	-	700 000
Débiteurs (note 2)	212 192	197 152
Somme à recevoir du Fonds d'aide juridique (droit de la famille/services juridiques)	200 000	-
	1 430 273 $	1 176 656 $
PASSIF ET EXCÉDENT		
Passif à court terme		
Créditeurs	1 201 474 $	955 740 $
Excédent	228 799	220 916
	1 430 273 $	1 176 656 $

Elément de passif éventuel (note 5)

Approuvé

Directeur provincial (par intérim)

AIDE JURIDIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
FONDS D'AIDE JURIDIQUE (MATIÈRE CRIMINELLE)
ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2002

	2002 Budget	2002 Montants réels	2001 Montants réels
RECETTES			
Province du Nouveau-Brunswick	2 200 000 $	2 523 067 $	2 200 000 $
Ministère de la Justice - Canada (note 4)	-	54 872	-
Coûts recouvrés des privilèges	40 000	37 412	29 882
Quotes-parts des clients	40 000	50 562	43 215
Intérêt	89 000	49 108	82 445
	2 369 000	2 715 021	2 355 542
DÉPENSES			
Honoraires et débours de certificats	1 290 789	1 447 256	1 098 723
Honoraires et débours d'avocats de service	679 790	575 413	509 816
Accords de partage des coûts (note 4)	-	44 868	28 308
Appels de détenus (note 3)	-	28 025	-
Honoraires et débours d'avocats commis d'office	34 421	9 147	18 566
	2 005 000	2 104 709	1 655 413
Dépenses administratives			
Traitements et frais connexes	373 000	383 324	387 303
Location de bureaux	58 000	72 023	68 835
Téléphone	25 000	34 551	29 782
Impression et fournitures de bureau	13 000	31 526	22 989
Frais postaux	9 000	12 400	8 882
Frais de déplacement	12 000	23 178	12 143
Perfectionnement professionnel et formation	1 000	526	619
Ameublement et matériel de bureau	4 500	10 215	9 853
Location de matériel et contrats de service	9 500	15 077	11 192
Publicité	200	2 745	2 015
Assurance	1 400	914	1 409
Frais recouvrables d'enregistrement de privilèges	3 000	3 689	3 096
Divers	6 400	6 593	6 000
Traduction	4 000	961	1 388
Amélioration informatique	27 000	2 851	1 514
Services professionnels	3 000	-	4 777
Frais de déménagement	500	1 856	8 597
	550 500	602 429	580 394
Dépenses totales	2 555 500	2 707 138	2 235 807
EXCÉDENT (DÉFICIT) DES RECETTES SUR LES DÉPENSES	(186 500)$	7 883	119 735
Excédent, début de l'exercice		220 916	101 181
EXCÉDENT, fin de l'exercice		228 799 $	220 916 $

AIDE JURIDIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
FONDS D'AIDE JURIDIQUE (MATIÈRE CRIMINELLE)
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 2002

1. Mission de l'organisation

L'aide juridique du Nouveau-Brunswick offre des services d'aide juridique en matière criminelle aux résidents de la province qui ne pourraient se payer les services d'un avocat autrement. Ces services sont financés au moyen de subventions du ministère de la Justice.

2. Débiteurs

Les débiteurs comprennent des montants dont la perception est probable dans un proche avenir. Les montants qui pourraient être perçus ultérieurement provenant de privilèges enregistrés contre des biens ou provenant de coûts et de recouvrements sont comptabilisés uniquement lorsqu'ils sont perçus en raison de l'incertitude associée à la perception de ces montants.

Les montants dus au Fonds au 31 mars 2002 provenant de privilèges totalisaient 885 333 $ (2001 – 797 455 $). Ces montants seront perçus seulement si, et lorsque, les biens ayant des privilèges enregistrés contre eux seront vendus.

3. Appels de détenus

Les appels de détenus sont des appels que les avocats reçoivent de personnes incarcérées. Depuis le 1er octobre 2001, l'aide juridique du Nouveau-Brunswick rembourse 25 $ à ses avocats pour tout appel de détenu qu'ils reçoivent et prennent en charge.

4. Ententes de financement de projets

Au cours du présent exercice, l'aide juridique du Nouveau-Brunswick a conclu deux ententes de financement de projets avec le ministre fédéral de la Justice. Le projet d'avocats de service pour les autochtones a pris fin durant l'exercice précédent.

Projet de tribunal pour les personnes atteintes de maladie mentale

L'entente couvre une partie des coûts d'un projet visant à offrir des services d'aide juridique et d'avocats de service durant l'étape de la mise en œuvre à Saint John d'un projet de tribunal pour les personnes atteintes de maladie mentale. Il est prévu que le projet permettra d'améliorer l'intervention des tribunaux et du système d'aide juridique à l'égard des personnes atteintes de maladie mentale qui contreviennent à la loi. L'entente couvre la période allant du 1er octobre 2001 au 31 mars 2003. Le gouvernement fédéral versera un maximum de 39 200 $ pendant la durée de l'entente, soit 13 800 $ durant l'exercice en cours et 25 400 $ en 2002-2003.

Pour la période terminée le 31 mars 2002, l 'aide juridique du Nouveau-Brunswick a inscrit aux recettes et aux dépense les sommes de 13 800 $ et de 5 000 $ respectivement.

4. Ententes de financement de projets (suite)

Projet d'avocats bilingues

L'entente couvre une partie des frais d'un projet qui prévoit la présence d'un avocat bilingue à l'emploi de l'aide juridique dans les régions d'Edmundston et de Grand-Sault au Nouveau-Brunswick. Le projet a pour but d'améliorer l'efficacité des tribunaux criminels ainsi que d'accroître l'accessibilité et la disponibilité aux services d'aide juridique des personnes accusées d'actes criminels dans ces régions. L'entente couvre la période allant du 1er décembre 2001 au 31 mars 2003. Le gouvernement fédéral versera un maximum de 157 000 $ pendant la durée de l'entente, soit 41 072 $ durant l'exercice en cours et 115 928 $ en 2002-2003.

Pour la période terminée le 31 mars 2002, l'aide juridique du Nouveau-Brunswick a inscrit aux recettes et aux dépenses les sommes de 41 072 $ et de 39 868 $ respectivement.

Avocats de service pour les autochtones

Il s'agit d'une entente d'une durée d'un an terminée le 30 novembre 1999 qui visait à déterminer la capacité des autochtones à avoir accès au système judiciaire par l'entremise des services d'avocat de service à Big Cove et à la cour de Richibucto. Le ministère de la Justice fédéral a consenti à assumer la moitié des dépenses liées au projet, jusqu'à concurrence de 18 054 $ pour la durée de l'entente. Avec l'accord du ministère de la Justice provincial, l'aide juridique du Nouveau-Brunswick a poursuivi le projet durant une troisième année, et le projet a pris fin le 30 novembre 2001.

5. Subvention fédérale

Selon les accords de partage des coûts entre les gouvernements provincial et fédéral, le ministère de la Justice provincial présente à chaque exercice au gouvernement canadien une demande de recouvrement d'une partie des dépenses engagées par l'aide juridique du Nouveau-Brunswick pour la prestation de services d'aide juridique en matière criminelle adulte et en matière criminelle chez les jeunes contrevenants.

6. Élément de passif éventuel

Au 31 mars 2002, 623 certificats d'aide juridique délivrés à des demandeurs admissibles n'avaient pas été exécutés. Le coût d'exécution de ces certificats est estimé à 257 381 $. Aucune provision n'a été faite pour ce passif éventuel dans les présents états financiers.

AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE DE DROIT DE LA FAMILLE
DU 1er AVRIL 2001 AU 31 MARS 2002

PARTIE I
AIDE JURIDIQUE FOURNIE EN DROIT DE LA FAMILLE

1.01 Certificats en droit de la famille

	Demandes reçues	Demandes rejetées	Certificats délivrés
	47	3	44
Région 1 – Saint-Jean	(47)	(7)	(40)
	54	14	40
Région 2 – Moncton	(57)	(14)	(43)
	18	4	14
Région 3 – Fredericton	(16)	(3)	(13)
	47	8	39
Région 4 – Woodstock	(41)	(11)	(30)
	3	1	2
Région 5 – Miramichi	(4)	(2)	(2)
	48	12	36
Région 6 – Bathurst	(51)	(3)	(48)
	1	1	0
Région 7 – Edmundston	(1)	(0)	(1)
	7	5	2
Région 8 – Campbellton	(8)	(0)	(8)
	225	48	*177
	(225)	(40)	(185)

* Au cours de la période allant du 1er avril 2001 au 31 mars 2002, 177 certificats ont été délivrés, dont 72 dans le cadre d'une ordonnance de tutelle et 105 en vue de la modification d'une ordonnance de soutien.

1.02 Certificats d'aide juridique

Voici une ventilation du nombre de certificats d'aide juridique payés en matière de droit de la famille au cours de la période visée par le présent rapport dans chacune des régions de la province :

	Certificats payés	
Région 1 – Saint-Jean	35	(39)
Région 2 – Moncton	59	(44)
Région 3 – Fredericton	14	(15)
Région 4 – Woodstock	43	(44)
Région 5 – Miramichi	2	(2)
Région 6 – Bathurst	38	(38)
Région 7 – Edmundston	2	(2)
Région 8 – Campbellton	3	(9)
	196	(193)

1.03 Personnes qui ont reçu de l'aide d'un avocat de service

Région 1 – Saint-Jean	0	(0)
Région 2 – Moncton	1	(0)
Région 3 – Fredericton	0	(0)
Région 4 – Woodstock	0	(0)
Région 5 – Miramichi	0	(0)
Région 6 – Bathurst	21	(13)
Région 7 – Edmundston	0	(0)
Région 8 – Campbellton	0	(0)
	22	(13)

1.04 Dépenses pour les certificats et les avocats de service

	Certificats				Avocats de service
	Honoraires $	Débours $	Total $	Coûts par dossier $	Honoraires $
Région 1 – Saint-Jean	15 492 (17 015)	235 (162)	15 727 (17 177)	449 (440)	0 (0)
Région 2 – Moncton	50 296 (23 770)	5 299 (1 977)	55 595 (25 747)	942 (585)	3 415 (0)
Région 3 – Fredericton	10 235 (14 396)	532 (230)	10 767 (14 626)	769 (975)*	0 (0)
Région 4 – Woodstock	12 633 (13 733)	252 (570)	12 885 (14 303)	300 (325)	0 (0)
Région 5 – Miramichi	720 (1 935)	51 (0)	771 (1 935)	385 (967)	0 (0)
Région 6 – Bathurst	49 138 (47 993)	3 270 (3 222)	52 408 (51 215)	1 379 (1 348)	866 (5 102)
Région 7 – Edmundston	593 (2 602)	75 (158)	668 (2 760)	334 (1 380)	0 (0)
Région 8 – Campbellton	7 666 (9 835)	15 (557)	7 681 (10 392)	2 560 (1 155)	0 (0)
	146 773 (131 279)	9 729 (6 876)	**156 502 *(138 155)	798 (716)	**4 281 *(5 102)
** TVH (non comprise dans le total)			22 694 $		642 $
* TVH (non comprise dans le total)			(19 693 $)		(765 $)

** Ce total tient compte de quatre dossiers à coûts élevés (de plus de 5 000 $ TVH incluse) dont le coût total se chiffrait à 26 949 $ (TVH non incluse).

* Ce total tient compte de quatre dossiers à coûts élevés (de plus de 5 000 $ TVH incluse) dont le coût total se chiffrait à 23 833 $ (TVH non incluse).

1.05 Analyse des dossiers selon le genre d'aide

	Nombre de dossiers	Total des honoraires et des débours $	Coûts par dossier $
	89	119 165	1 339
Tutelle	(93)	(105 897)	(1 139)
	107	37 337	349
Ordonnances modificatives	(100)	(32 258)	(323)
	196	**156 502	798
	(193)	*(138 155)	(716)

** TVH non comprise dans le total 22 694 $
* TVH non comprise dans le total (19 694 $)

1.06 Entente de réciprocité

L'Aide juridique du Nouveau-Brunswick est signataire d'une entente nationale entre les provinces visant à fournir des services juridiques aux requérants admissibles qui résident dans d'autres provinces et qui ont besoin de services juridiques au Nouveau-Brunswick. Inversement, le Nouveau-Brunswick oriente les requérants admissibles qui demeurent dans la province et qui ont besoin de services dans d'autres provinces. Les coûts de ces services sont assumés par la province qui les fournit.

Région d'échange	à destination		en provenance	
Alberta	0	(0)	0	(0)
Ontario	3	(1)	0	(2)
Québec	0	(0)	2	(0)
Nouvelle-Écosse	0	(1)	0	(0)
Colombie-Britannique	0	(0)	0	(0)
Terre-Neuve	1	(1)	0	(0)
Île-du-Prince-Édouard	0	(0)	0	(0)
Manitoba	0	(0)	0	(0)
Saskatchewan	0	(0)	0	(0)
	4	(3)	2	(2)

1.07 Coûts et recouvrements

	Coûts et recouvrements $		Privilèges $	
Région 1 – Saint-Jean	0	(0)	1 733	(3 309)
Région 2 – Moncton	0	(0)	3 026	(4 643)
Région 3 – Fredericton	0	(0)	656	(738)
Région 4 – Woodstock	0	(0)	570	(220)
Région 5 – Miramichi	0	(0)	0	(0)
Région 6 – Bathurst	0	(0)	2 550	(5 642)
Région 7 – Edmundston	0	(0)	530	(1 020)
Région 8 – Campbellton	0	(0)	199	(30)
	0	(0)	9 264	(15 602)

INFORMATION FINANCIÈRE À DES FINS DE RENDEMENT ET DE CALCUL

1.08a) État des recettes et des dépenses (comptabilité de caisse)

Recettes :	$
Fondation pour l'avancement du droit au Nouveau-Brunswick	150 000
Ministère (recouvrement des coûts du ministère de la Justice)	48 152
Divers	842
Solde d'ouverture de 2001-2002	138 884
Contributions des clients	1 772
Privilèges libérés et payés	9 264
Intérêts bancaires	5 241
Remboursement de la TVH	19 797
	373 952

Dépenses :

Certificats en matière de droit de la famille

Honoraires	Débours	TVH	Total	
$	$	$	$	
146 773	9 729	22 694	179 196	179 196

Avocats de service

Honoraires	Débours	TVH	Total	
$	$	$	$	
4 241	40	642	4 923	4 923

Privilèges enregistrés	935
Frais juridiques (TVH incluse)	0
Impression et traduction	112
	185 166
Solde	188 786
Solde du compte en banque le 31 mars 2002	188 786

1.08b) Analyse de l'excédent et rapprochement avec les états financiers vérifiés (comptabilité d'exercice)

Excédent total selon les états financiers vérifiés	202 568
Moins : comptes clients (remboursement de la TVH)	13 782
Solde du compte bancaire selon l'état de l'évolution de la situation financière	188 786

ÉTAT FINANCIER
(COMPTABILITÉ D'EXERCICE)

	2001-2002 $	2000-2001 $
Actif		
Encaisse	242 574	138 884
Comptes clients	13 234	59 237
	255 808	198 121
Passif et excédent		
Comptes fournisseurs	53 240	0
Excédent	202 568	198 121
	255 808	198 121
Recettes		
Fondation pour l'avancement du droit au Nouveau-Brunswick	150 000	295 000
Services professionnels	0	19 500
Coûts recouvrés du ministère de la Justice	0	103 593
Coûts recouvrés à même les privilèges	9 264	15 602
Contributions des clients	1 772	4 195
Intérêts	5 241	4 705
	166 277	442 595
Dépenses		
Honoraires et débours pour les certificats	156 502	137 260
Honoraires et débours pour les avocats de service	4 281	5 103
Honoraires pour les certificats (ministère)	0	103 593
	160 783	245 956
Frais d'administration		
Droits d'enregistrement des privilèges	935	800
Services professionnels	0	19 500
Frais juridiques	0	0
Impression et traduction	112	1 358
Divers	0	131
Total des dépenses	161 830	267 745
Excédent (déficit)	4 447	174 850
Excédent au début de l'année	198 121	23 271
Excédent à la fin de l'année	202 568	198 121

Remarque : Les recettes et les dépenses qui figurent dans le présent état financier ne comprennent pas la TVH.

ÉTATS FINANCIERS

AIDE JURIDIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

FONDS D'AIDE JURIDIQUE (DROIT DE LA FAMILLE)

31 MARS 2002

New Nouveau Brunswick

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

Ministre de la Justice et Procureur général
Province du Nouveau-Brunswick
et
le Conseil du Barreau du Nouveau-Brunswick

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'aide juridique (droit de la famille) du Barreau du Nouveau-Brunswick au 31 mars 2002 et l'état des résultats et de l'excédent de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2002, ainsi que des résultats de ses activités pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Le vérificateur général adjoint,

K D Robinson

K. D. Robinson, c.a.

Fredericton (N.-B.)
le 4 juillet 2002

AIDE JURIDIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
FONDS D'AIDE JURIDIQUE (DROIT DE LA FAMILLE)
BILAN
31 MARS 2002

	2002	2001
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse	242 574 $	196 691 $
Débiteurs (note 2)	13 234	82 408
	255 808 $	279 099 $
PASSIF ET EXCÉDENT		
Passif à court terme		
Créditeurs	53 240 $	80 978 $
Excédent	202 568	198 121
	255 808 $	279 099 $

Élément de passif éventuel (note 4)

Approuvé

Directeur provincial (par intérim)

AIDE JURIDIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
FONDS D'AIDE JURIDIQUE (DROIT DE LA FAMILLE)
ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2002

	2002 Budget	2002 Montants réels	2001 Montants réels
RECETTES			
Fondation pour l'avancement du droit du Nouveau-Brunswick (note 3)	150 000 $	150 000 $	295 000 $
Coûts recouvrés - Ministère de la Justice			
- Débours de certificats	142 000	-	103 593
- Services professionnels	-	-	19 500
Coûts recouvrés des privilèges	15 000	9 264	15 602
Quotes-parts des clients	4 000	1 772	4 195
Autre	-	5 241	4 705
	311 000	166 277	442 595
DÉPENSES			
Honoraires et débours de certificats	155 000	156 502	137 260
Honoraires et débours d'avocats de service	-	4 281	5 103
Honoraires de certificats - ministériel	142 000	-	103 593
	297 000	160 783	245 956
Dépenses administratives			
Frais d'enregistrement de privilèges	2 000	935	800
Services professionnels et frais légaux	2 300	-	19 500
Traduction, déplacements et fournitures de bureau	1 700	112	1 489
	303 000	161 830	267 745
EXCÉDENT DES RECETTES SUR LES DÉPENSES	8 000 $	4 447	174 850
Excédent, début de l'exercice		198 121	23 271
EXCÉDENT, fin de l'exercice		202 568 $	198 121 $

AIDE JURIDIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
FONDS D'AIDE JURIDIQUE (DROIT DE LA FAMILLE)
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 2002

1. Mission de l'organisation

L'aide juridique du Nouveau-Brunswick offre certains services d'aide juridique en matière de droit de la famille à des résidents de la province qui ne pourraient se payer les services d'un avocat autrement. Ces services sont financés par la Fondation pour l'avancement du droit du Nouveau-Brunswick. Le 1er avril 2001, le ministère de la Justice a transféré à l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick la responsabilité de la gestion et de la prestation de tous les services juridiques et parajuridiques dans le domaine de l'aide juridique en matière de droit de la famille. Ces services sont financés par le ministère de la Justice et sont reportés dans des états financiers séparés.

2. Débiteurs

Les débiteurs comprennent des montants dont la perception est probable dans un proche avenir. Les montants qui pourraient être perçus ultérieurement provenant de privilèges enregistrés contre des biens ou provenant de coûts et de recouvrements sont comptabilisés uniquement lorsqu'ils sont perçus en raison de l'incertitude associée à la perception de ces montants.

Les montants dus au Fonds au 31 mars 2002 provenant de privilèges totalisaient 331 054 $ (2001 – 342 179 $). Ces montants seront perçus seulement si, et lorsque, les biens ayant des privilèges enregistrés contre eux seront vendus.

3. Subvention de la Fondation pour l'avancement du droit du Nouveau-Brunswick

Pour chaque exercice terminé le 31 mars des années 1989 à 2002, des subventions ont été approuvées par la Fondation pour l'avancement du droit du Nouveau-Brunswick comme suit :

Exercices terminés le 31 mars 1989 à 1997	2 100 000 $
Exercice terminé le 31 mars 1998	200 000
Exercice terminé le 31 mars 1999	100 000
Exercice terminé le 31 mars 2000	100 000
Exercice terminé le 31 mars 2001	150 000
Exercice terminé le 31 mars 2002	150 000
	2 800 000
moins:	
payé - Exercices terminés le 31 mars 1989 à 1997	1 605 000
payé - Exercice terminé le 31 mars 1998	220 000
payé - Exercice terminé le 31 mars 1999	160 000
payé - Exercice terminé le 31 mars 2000	100 000
payé - Exercice terminé le 31 mars 2001	295 000
payé – Exercice terminé le 31 mars 2002	150 000
Périmé	270 000
	2 800 000
Solde non payé au 31 mars 2002	- $

3. Subvention de la Fondation pour l'avancement du droit du Nouveau-Brunswick (suite)

Le Conseil de la Fondation a consenti à fournir sur une base annuelle un montant maximum de 150 000 $ ou 50 % de la subvention disponible, le moindre de ces deux montants étant retenu, pour une période de trois ans commençant en 2000-2001.

4. Élément de passif éventuel

Les certificats donnant droit à des services d'aide juridique en matière de droit de la famille délivrés aux demandeurs sont d'un montant maximum de 1 000 $ chacun, bien que le montant réellement payé pour chaque certificat puisse être inférieur à 1 000 $. Le montant à être payé durant des périodes ultérieures pour les certificats délivrés et non exécutés au 31 mars 2002 est estimé à 86 500 $. Aucune provision n'a été faite dans les présents états financiers pour cet élément de passif éventuel. Selon les documents de l'aide juridique, 123 certificats délivrés en matière de droit de la famille n'avaient pas été exécutés au 31 mars 2002. Les montants qui seront payés ultérieurement pour chaque certificat seront comptabilisés à titre de dépense de l'exercice durant lequel le certificat sera payé.

AIDE ET SERVICES JURIDIQUES EN MATIÈRE DE DROIT DE LA FAMILLE
DU 1er AVRIL 2001 AU 31 MARS 2002

PARTIE I
SERVICES RENDUS EN MATIÈRE D'AIDE JURIDIQUE EN DROIT DE LA FAMILLE

1.01 Certificats d'aide juridique en matière de droit de la famille

	Demandes reçues	Demandes rejetées	Certificats délivrés
Région 1 – Saint-Jean	28	6	22
Région 2 – Moncton	33	15	18
Région 3 – Fredericton	11	3	8
Région 4 – Woodstock	6	0	6
Région 5 – Miramichi	9	2	7
Région 6 – Bathurst	33	7	26
Région 7 – Edmundston	0	0	0
Région 8 – Campbellton	5	4	1
	125	37	88

1.02 Certificats payés en matière de droit de la famille

Voici le nombre de certificats d'aide juridique en matière de droit de la famille qui ont été payés dans chacune des régions de la province au cours de la période qui fait l'objet du présent rapport :

	Certificats payés
Région 1 – Saint-Jean	24
Région 2 – Moncton	20
Région 3 – Fredericton	10
Région 4 – Woodstock	7
Région 5 – Miramichi	8
Région 6 – Bathurst	23
Région 7 – Edmundston	1
Région 8 – Campbellton	2
	95

1.03 Dépenses au titre des certificats en matière de droit de la famille

	Certificats			
	Honoraires $	Débours $	Total $	Coût par dossier $
Région 1 – Saint-Jean	13 220	96	13 316	555
Région 2 – Moncton	10 984	337	11 321	566
Région 3 – Fredericton	13 914	340	14 254	1 425
Région 4 – Woodstock	2 212	23	2 235	319
Région 5 – Miramichi	4 259	69	4 328	541
Région 6 – Bathurst	31708	2 013	33 721	1 466
Région 7 – Edmundston	3 592	929	4 521	4 521
Région 8 – Campbellton	4 409	449	4 858	2 429
	84 298	4 256	**88 554	932
** TVH non comprise dans le total			12 984 $	

** Ce total tient compte d'un dossier à coûts élevés (de plus de 5 000 $ TVH incluse) dont le coût total se chiffrait à 5 706 $ (TVH non incluse).

1.04 Certificats selon le genre d'aide

	Nombre de dossiers	Total des honoraires et débours $	Coût par dossier $
Garde provisoire	53	38 502	726
Prorogation de la garde	13	8 226	633
Ordonnance de surveillance	15	16 127	1 075
Révision de la tutelle	6	10 990	1 832
Appel	8	14 709	1 839
Avis juridique	0	0	0
	95	**88 554	932
** TVH non comprise dans le total		12 984 $	

1.05 Entente de réciprocité

L'Aide juridique du Nouveau-Brunswick est signataire d'une entente nationale entre les provinces visant à fournir des services juridiques aux requérants admissibles qui résident dans d'autres provinces et qui ont besoin de services juridiques au Nouveau-Brunswick. Inversement, le Nouveau-Brunswick oriente les requérants admissibles qui demeurent dans la province et qui ont besoin de services dans d'autres provinces. Les coûts de ces services sont assumés par la province qui les fournit.

Région d'échange	à destination	en provenance
Alberta	3	5
Ontario	11	10
Québec	9	12
Nouvelle-Écosse	4	15
Colombie-Britannique	0	3
Terre-Neuve	0	1
Île-du-Prince-Édouard	0	0
Manitoba	0	0
Saskatchewan	0	0
	27	46

1.06 Coûts et recouvrements

	Coûts et recouvrements	Privilèges
	$	$
Région 1 – Saint-Jean	0	0
Région 2 – Moncton	0	0
Région 3 – Fredericton	0	883
Région 4 – Woodstock	0	0
Région 5 – Miramichi	0	0
Région 6 – Bathurst	0	0
Région 7 – Edmundston	0	0
Région 8 – Campbellton	0	0
	0	883

AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE DE DROIT DE LA FAMILLE
INFORMATION FINANCIÈRE À DES FINS DE RENDEMENT ET DE CALCUL

1.07a) État des recettes et des dépenses (comptabilité de caisse)

Recettes :	$
Gouvernement du Nouveau-Brunswick	1 350 000
Recouvrement des coûts	2 932
Comptes clients et fournisseurs	23 550
Solde d'ouverture de 2001-2002	0
Contributions des clients	955
Privilèges libérés et payés	883
Intérêts bancaires	3 742
Remboursement de la TVH	92 447
	1 474 509

Dépenses :

Certificats en droit de la famille

Honoraires	Débours	TVH	Total	
$	$	$	$	
84 298	4 256	12 984	101 538	101 538

Avocats de service et substituts

Honoraires	Débours	TVH	Total	
$	$	$	$	
229 424	10 160	35 128	274 712	274 712

Frais d'administration	
Frais de démarrage	52 254
Dépenses connexes/psychologues	34 438
Salaires et dépenses connexes	217 055
Avocats contractuels	541 803
Loyers	42 723
Téléphone	2 203
Impression et fournitures de bureau	11 415
Poste	542
Déplacements	14 437
Débours (avocats contractuels)	28 928
Ameublement et matériel de bureau	34 979
Location de matériel	1 626
Signification des documents	1 916
Indemnités des témoins	352
Droits d'enregistrement recouvrables des privilèges	220
Divers	3 929
Traduction	234
Mise à niveau du matériel informatique	22 889
TVH (payée et recouvrable)	94 115
Total des frais d'administration	1 106 058
Total	1 482 308
Solde	(7 799)
Solde du compte en banque le 31 mars 2002	(7 799)

1.07b) Analyse de l'excédent et rapprochement avec les états financiers vérifiés (comptabilité d'exercice)

	$
Excédent total selon les états financiers vérifiés	42 470
Moins : comptes clients et fournisseurs	50 269
Solde du compte bancaire selon l'état de l'évolution de la situation financière	(7 799)

ÉTAT FINANCIER
(COMPTABILITÉ D'EXERCICE)

	$
Actif	
Encaisse	64 785
Comptes clients	300 269
	365 054
Passif et excédent	
Comptes fournisseurs	122 584
Compte fournisseur du fonds de l'Aide juridique (en matière criminelle)	200 000
Excédent	42 470
	365 054
Recettes	
Gouvernement du Nouveau-Brunswick	1 350 000
Recouvrement des coûts	2 932
Comptes clients et fournisseurs	23 550
Coûts recouvrés à même les privilèges	883
Contributions des clients	955
Intérêts et divers	3 742
	1 382 062
Dépenses	
Honoraires et débours pour les certificats	88 554
Honoraires et débours pour les avocats de service et substituts	239 584
	328 138
Frais d'administration	
Total des frais d'administration	1 011 454
	1 339 592
Excédent (déficit)	42 470
Excédent au début de l'année	0
Excédent à la fin de l'année	42 470

Remarque : Les recettes et les dépenses qui figurent dans le présent état financier ne comprennent pas la TVH.

ÉTATS FINANCIERS

AIDE JURIDIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

FONDS D'AIDE JURIDIQUE (DROIT DE LA FAMILLE/SERVICES JURIDIQUES)

31 MARS 2002

New Nouveau Brunswick

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

Ministre de la Justice et Procureur général
Province du Nouveau-Brunswick
et
le Conseil du Barreau du Nouveau-Brunswick

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'aide juridique (droit de la famille/services juridiques) du Barreau du Nouveau-Brunswick au 31 mars 2002 et l'état des résultats et de l'excédent de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2002, ainsi que des résultats de ses activités pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Le vérificateur général adjoint,

K D Robinson

K. D. Robinson, c.a.

Fredericton (N.-B.)
le 4 juillet 2002

AIDE JURIDIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
FONDS D'AIDE JURIDIQUE (DROIT DE LA FAMILLE/SERVICES JURIDIQUES)
BILAN
31 MARS 2002

	2002
ACTIF	
Actif à court terme	
Encaisse	64 785 $
Débiteurs (note 2)	300 269
	365 054 $
PASSIF ET EXCÉDENT	
Passif à court terme	
Créditeurs	122 584 $
Somme due au Fonds d'aide juridique (matière criminelle)	200 000
	322 584
Excédent	42 470
	365 054 $

Élément de passif éventuel (note 3)

Approuvé

Directeur provincial (par intérim)

AIDE JURIDIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
FONDS D'AIDE JURIDIQUE (DROIT DE LA FAMILLE/SERVICES JURIDIQUES)
ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2002

	2002 Budget	2002 Montants réels
RECETTES		
Province du Nouveau-Brunswick	1 100 000 $	1 350 000 $
Coûts recouvrés des privilèges	-	883
Quotes-parts des clients	-	3 887
Intérêt	-	3 742
	1 100 000	1 358 512
DÉPENSES		
Honoraires et débours de certificats	80 000	88 555
Honoraires et débours d'avocats de service	115 000	239 671
	195 000	328 226
Dépenses administratives		
Traitements des avocats contractuels	467 500	541 803
Traitements et frais connexes	249 563	217 054
Services professionnels	91 187	58 060
Location de bureaux	-	42 725
Ameublement et matériel de bureau	-	31 778
Coûts de démarrage	-	28 467
Maintenance et amélioration informatiques	-	22 889
Frais de déplacement	-	14 437
Impression et fournitures de bureau	-	12 364
Divers	-	10 161
Location de matériel et contrats de service	-	4 825
Téléphone	-	2 204
Frais postaux	-	595
Traduction	-	234
Frais recouvrables d'enregistrement de privilèges	-	220
	808 250	987 816
Dépenses totales	1 003 250	1 316 042
EXCÉDENT DES RECETTES SUR LES DÉPENSES	96 750 $	42 470
Excédent, début de l'exercice		-
EXCÉDENT, fin de l'exercice		42 470 $

AIDE JURIDIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
FONDS D'AIDE JURIDIQUE (DROIT DE LA FAMILLE/SERVICES JURIDIQUES)
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 2002

1. Mission de l'organisation

L'aide juridique du Nouveau-Brunswick (droit de la famille/services juridiques) a vu le jour le 1er avril 2001. L'organisation a la responsabilité de la gestion et de la prestation de tous les services juridiques et parajuridiques dans le domaine d'aide juridique en matière de droit de la famille. Ces services sont financés au moyen de subventions du ministère de la Justice.

2. Débiteurs

Les débiteurs comprennent des montants dont la perception est probable dans un proche avenir. Les montants qui pourraient être perçus ultérieurement provenant de privilèges enregistrés contre des biens ou provenant de coûts et de recouvrements sont comptabilisés uniquement lorsqu'ils sont perçus en raison de l'incertitude associée à la perception de ces montants.

Les montants dus au Fonds au 31 mars 2002 provenant de privilèges totalisaient 13 182 $. Ces montants seront perçus seulement si, et lorsque, les biens ayant des privilèges enregistrés contre eux seront vendus.

3. Élément de passif éventuel

Au 31 mars 2002, 56 certificats d'aide juridique délivrés à des demandeurs admissibles n'avaient pas été exécutés. Le coût d'exécution de ces certificats est estimé à 56 400 $. Aucune provision n'a été faite pour ce passif éventuel dans les présents états financiers.

LEGAL AID NEW BRUNSWICK

31ST ANNUAL REPORT 2001 - 2002

LAW SOCIETY OF NEW BRUNSWICK
BARREAU DU NOUVEAU-BRUNSWICK

March 4, 2003

Honourable Bradley Green, Q.C.
Minister of Justice
Province of New Brunswick
P.O. Box 6000
Fredericton, New Brunswick
E3B 5H1

Dear Sir:

Pursuant to the provisions of Section 8 of the Legal Aid Act, I have the honour to present the 31st Annual Report of Legal Aid New Brunswick for the year ending March 31, 2002.

Yours respectfully,

Charles H. Johnstone, Q.C.
President
Law Society of New Brunswick

CHJ/bw

1133, rue Regent Street
Pièce/Suite 206
Fredericton, NB E3B 3Z2
telephone/téléphone : 506-458-8540 facsimile/télécopieur : 506-451-1421

103-05217/

LAW SOCIETY OF NEW BRUNSWICK

REPORT COVERING PERIOD APRIL 1, 2001 TO MARCH 31, 2002 ON THE OPERATION OF LEGAL AID NEW BRUNSWICK

Minister of Justice
Province of New Brunswick
Centennial Building
Fredericton, New Brunswick

Dear Mr. Minister:

The Law Society of New Brunswick submits the following Report:

PART I
GENERAL

1.01 Summary

The 2001-2002 fiscal year was the eighth year of operation of the Global Budgeting Plan. Legal Aid New Brunswick, again, received the full amount of the annual Grant at the beginning of the year. The full 40% was paid to participating lawyers at year end. The balance remaining this year was $7,883 and the Reserve Fund now has a balance of $228,799.

Expenditures for legal services this year cost $409,000 more than the previous year. This was offset by an interim increase in Federal funding as well as Federal funding for two projects: the Mental Health Court project in Saint John, New Brunswick and the Staff Duty Counsel project in Edmundston/Grand Falls, New Brunswick.

This year was the first year of an expanded service base with Legal Aid New Brunswick now responsible for the Domestic Legal Services previously provided under the Court Services division of the Department of Justice. This year ended with a balance of $42,000 on revenues of $1,382,000.

In the Domestic Legal Aid sector, 7 full time and 2 half time lawyers provided legal services on a contractual basis. Office moves/renovations were completed in Saint John, Moncton, Fredericton, Bathurst, Edmundston and Campbellton to accommodate the additional staff and to attempt to locate Legal Aid New Brunswick Offices closer to courts to facilitate client access. Future changes are planned for Miramichi and Moncton when the new Court facilities are completed. These moves will enable Legal Aid New Brunswick to be more physically accessible to clientele.

This year entailed a very high level of activity for both staff and participating lawyers with significant increases in staff work volume and a 25% increase in Criminal legal services. The co-operation, goodwill and everyone's focus on improving services to clients enabled Legal Aid New Brunswick to fulfil its commitment this year.

1.02 Committees

Legal Aid Committee

The Legal Aid Committee, appointed pursuant to Section 2(4) of the Legal Aid Act on March 16, 2001, comprised the following Members of the Law Society of New Brunswick (the term of the appointments expires on March 31, 2003):

Chairman	Edward L. Derrah, Fredericton, New Brunswick
Ex-Officio Member	Charles H. Johnstone, Q.C., Bathurst, New Brunswick
	Members
Area 1 - Saint John	Brian Munro
Area 2 - Moncton	Scott F. Fowler
Area 3 - Fredericton	Robert Digdon
Area 4 - Woodstock	Kimberly Monteith
Area 5 - Miramichi	Geri Mahoney
Area 6 - Bathurst	Jean-Guy Henry
Area 7 - Edmundston	Diane Deschênes
Area 8 - Campbellton	J. Paul Dubé

During the period under review from April 1, 2001 to March 31, 2002, the Committee dealt with the following:

1 Appeal - Dismissed

Area Committees

Pursuant to Section 5(1) of the Legal Aid Act, the following persons were appointed by Council on March 16, 2001. (It should be noted that the names of the Members of the Law Society of New Brunswick appear in **bold** print while the names of the Members of the General Public appear in regular print).

	Members	Term Expires
Area 1 Saint John	**Donald Cullinan**	March 31, 2002
	Mrs. Dorothy Dearborn	March 31, 2002
	Joel Hansen	March 31, 2002
	Ashley Little	March 31, 2003
	Michael L. McCluskey	March 31, 2003
	Aubrey Reid	March 31, 2003
Area 2 Moncton	**Mrs. Maureen Mills**	March 31, 2002
	Jocelyne A. LeBlanc (resigned 03/31/02)	
	Judith MacPherson (appointed 04/5-6/02)	March 31, 2004
	Beverly Taylor	March 31, 2002
	Arthur Savoie	March 31, 2003
	Léo-Marie Vienneau	March 31, 2003
	Scott Fowler	March 31, 2003
Area 3 Fredericton	**G. Keith Allen, Q.C.**	March 31, 2002
	John Hanson, Q.C.	March 31, 2002
	Garth Williams	March 31, 2002
	Carolyn Layden-Stevenson (resigned 02/01/02)	
	Kathryn Gregory El-Khoury (appointed 04/5-6/02)	March 31, 2003
	Harry Rigby	March 31, 2003
	Doug Cain	March 31, 2003

Area 4 Woodstock	William Burnham, Jr.	March 31, 2002
	Kimberly A. Monteith	March 31, 2002
	Shelley Murray	March 31, 2002
	Burpee Wagner	March 31, 2003
	Ann Whiteway-Brown	March 31, 2003
	Robert D. MacElwain	March 31, 2003
Area 5 Miramichi	James Driscoll	March 31, 2002
	John McAllister	March 31, 2002
	Harvey Urquhart	March 31, 2002
	John Lockerbie	March 31, 2003
	B. Bannon Morrissy	March 31, 2003
	Willis Dickison	March 31, 2003
Area 6 Bathurst	Renald Comeau	March 31, 2002
	Aubin Doucet	March 31, 2002
	Vincent Whelton, Q.C. (resigned 03/31/02)	
	Robert Boudreau (appointed 04/5-6/02)	March 31, 2004
	Marc Guignard	March 31, 2003
	Gregory Riordon	March 31, 2003
	Stuart Norton	March 31, 2003
Area 7 Edmundston	Gérald Guerette	March 31, 2002
	Gilles Guerette	March 31, 2002
	Gary McLaughlin	March 31, 2002
	Maurice LaPalme	March 31, 2003
	François Angers (resigned 09/07/01)	
	Brigitte Volpé (appointed 04/5-6/02)	March 31, 2003
	I. Gérald Levesque	March 31, 2003
Area 8 Campbellton	Michelle Bourgoin (resigned 01/08/02)	
	Jeanne Manse Gallant (appointed 04/5-6/02)	March 31, 2004
	Martin Savoie	March 31, 2002
	Roger Gauvin	March 31, 2002
	Gordon Kierstead	March 31, 2003
	Sandy MacLean	March 31, 2003
	Thomas McBrearty	March 31, 2003

1.03 Provincial Director

David M. Potter was appointed Interim Provincial Director on December 13, 1993 and continues to serve in this capacity at the pleasure of Council. The Office of the Provincial Director is located at 356 Queen Street, Fredericton, New Brunswick.

1.04 Legal Aid Offices

Legal Aid Offices have been established, pursuant to Section 4(1) of the Legal Aid Act, at the following addresses in New Brunswick:

Area 1 Saint John	110 Charlotte Street
Area 2 Moncton	770 Main Street
Area 3 Fredericton	356 Queen Street
Area 4 Woodstock	633 Main Street
Area 5 Miramichi	142 Newcastle Boulevard
Area 6 Bathurst	216 Main Street
Area 7 Edmundston	121 Church Street
Area 8 Campbellton	123 Water Street

1.05 Criminal Duty Counsel Panels

During the period from April 1, 2001 to March 31, 2002, the Criminal Duty Counsel Panels had the following numerical strength in the areas of the Province shown in the ensuing table:

Area 1	Saint John	39	(44)
Area 2	Moncton	24	(21)
Area 3	Fredericton	28	(22)
Area 4	Woodstock	6	(5)
Area 5	Miramichi	10	(3)
Area 6	Bathurst	14	(16)
Area 7	Edmundston	1	(1)
Area 8	Campbellton	10	(12)
		132	(124)

1.06 Criminal Legal Aid Panels

Solicitors enrolled on the Criminal Legal Aid Panels for the areas of the Province during the period April 1, 2001 to March 31, 2002 numbered as follows:

Area 1	Saint John	47	(47)
Area 2	Moncton	41	(41)
Area 3	Fredericton	38	(38)
Area 4	Woodstock	14	(11)
Area 5	Miramichi	31	(33)
Area 6	Bathurst	38	(40)
Area 7	Edmundston	6	(7)
Area 8	Campbellton	12	(14)
		227	(231)

1.07 Lawyers Prepared To Accept Detainee (Brydges) Calls

Area 1	Saint John	25
Area 2	Moncton	30
Area 3	Fredericton	28
Area 4	Woodstock	4
Area 5	Miramichi	10
Area 6	Bathurst	3
Area 7	Edmundston	1
Area 8	Campbellton	2
		103

PART II
CRIMINAL LEGAL AID RENDERED

THE FIGURES IN BRACKETS, THROUGHOUT THIS REPORT, ARE FOR THE PREVIOUS YEAR.

2.01 The Number Of Applications For Legal Aid Received and the Number Refused as well as the Number Of Certificates Issued and Paid by area within the Province, were as follows:

Area	Applications Received	Applications Refused	Issued	Total Paid
Area 1 Saint John	396 (341)	161 (125)	235 (216)	263 (230)
Area 2 Moncton	537 (524)	230 (220)	307 (304)	376 (378)
Area 3 Fredericton	311 (264)	77 (98)	234 (166)	251 (175)
Area 4 Woodstock	141 (139)	27 (44)	114 (95)	140 (111)
Area 5 Miramichi	191 (155)	64 (59)	127 (96)	136 (98)
Area 6 Bathurst	330 (278)	109 (101)	221 (177)	234 (198)
Area 7 Edmundston	67 (74)	19 (15)	48 (59)	45 (66)
Area 8 Campbellton	145 (108)	38 (20)	107 (88)	130 (89)
	2,118 (1,883)	725 (682)	**1,393 *(1,201)	1,575 (1,345)
** Increase+ * Decrease-	+ 12.5 % (- 6.18%)	+ 6.3 % (- 8.46 %)	+ 16.0 % (- 4.8%)	

** The figures indicate the increase or decrease from the previous year, by percentage, throughout this Report. A significant number of Certificates are issued for multiple charges and, while the work involved in processing the additional charges adds to the Cost Per Case, this information has not been collected.

2.02 Duty Counsel

Duty Counsel rendered assistance to persons charged with offences as indicated in the ensuing table:

	Plea Only	*Full Service	Total	
Area 1 Saint John	3,125	1,535	4,660	(4,576)
Area 2 Moncton	2,202	1,314	3,516	(3,034)
Area 3 Fredericton	1,622	582	2,204	(1,999)
Area 4 Woodstock	652	219	871	(889)
Area 5 Miramichi	772	279	1,051	(1,000)
Area 6 Bathurst	1,201	326	1,527	(1,286)
Area 7 Staff Duty Counsel (Edmundston)	▼144	▼61	▼205	
Area 7 Staff Duty Counsel (Grand Falls)	▼81	▼40	▼121	
Area 7 Edmundston (Private Bar)	423	178	601	(300)
Area 8 Campbellton	344	140	484	(425)
Total (Staff Duty Counsel Not Included)	10,341	4,573	14,914	(13,509)

Full Service is identified as a completed service through and including sentencing performed by Duty Counsel. 4,573 (30.7%) of the 14,914 persons assisted by Duty Counsel received full services and did not require further Legal Aid or Court service.

▼ The statistics for the Edmundston area identify the services provided by staff Duty Counsel in Edmundston and Grand Falls separately

2.03 Analysis By Nature Of Offences - Duty Counsel

The Nature of the Offences with which assisted persons were charged and who were advised by Duty Counsel was as follows: (In many cases, persons were charged with more than one offence).

	Areas 1-8 (Private Bar) #	Area 7 (Staff DC) #	Grand Total #	Offence %	
Criminal Code	19,557	224	19,781	70.9	(16,718)
Other Federal Acts	397	7	404	1.4	(292)
Narcotics	1,338	18	1,356	4.9	(1,092)
Young Offenders Act	4,540	47	4,587	16.5	(4,594)
Motor Vehicle Act	1,181	9	1,190	4.3	(1,159)
Liquor Control Act	65	N/A	65	0.2	(61)
Other Provincial Acts	489	21	510	1.8	(410)
	27,567	326	27,893	100.0	(24,326)

2.04 Detainee (Brydges) Calls

Since January 1, 1994, New Brunswick lawyers have been providing pro bono services for detainee calls for those individuals who are unable to pay for the service.

At that time, Legal Aid New Brunswick was experiencing a difficult financial period. Thanks to the efforts of all those involved in delivering Legal Aid services, the financial health of Legal Aid New Brunswick has improved. To recognize the significant contribution made by private practise lawyers, the Council of the Law Society of New Brunswick and the Department of Justice have decided to amend the "pro bono" policy and reintroduce the $25.00 per telephone call fee for Detainee (Brydges) calls effective October 1, 2001.

	# Assisted	$
Area 1 Saint John	341	8,525
Area 2 Moncton	208	5,200
Area 3 Fredericton	266	6,650
Area 4 Woodstock	111	2,775
Area 5 Miramichi	49	1,225
Area 6 Bathurst	137	3,425
Area 7 Staff Duty Counsel	▼101	▼2,525
Area 7 Edmundston	1	25
Area 8 Campbellton	8	200
Total (Staff Duty Counsel Not Included)	1,121	**28,025
** HST Not Included In Total		$3,998

▼ The statistics for the Edmundston area identify the services provided by staff Duty Counsel separately

Note: The costs shown for staff Duty Counsel is a portion of the salary and not in addition to it

2.05 Analysis Of Offences - Certificates Completed

The Completed Certificates can be analyzed as follows:

	#		$		%	
Capital, Non-Capital & Attempted Murder	23	(19)	185,437	(97,849)	12.8	(8.9)
Possession of Dangerous Weapons	23	(12)	12,745	(6,171)	0.9	(0.5)
Robbery	58	(42)	74,426	(47,643)	5.2	(4.3)
Break, Enter & Theft - Possession of Stolen Goods Area 7 Staff Duty Counsel	344 ▼1	(269)	238,497 ▼879	(172,977)	16.5	(15.7)
Rape, Indecent Assault	141	(140)	150,894	(174,921)	10.5	(15.9)
Narcotics	178	(173)	181,463	(136,442)	12.5	(12.4)
Assault Area 7 Staff Duty Counsel	318 ▼1	(288)	227,327 ▼312	(183,972)	15.7	(16.7)
Motor Vehicle, C.C.C. (Includes Drunk & Impaired Driving)	29	(25)	20,746	(21,795)	1.4	(2.0)
Fraud & False Pretense	55	(43)	37,131	(28,448)	2.6	(2.5)
Destroying Property & Arson	49	(38)	47,514	(36,783)	3.3	(3.3)
Obstructing Peace Officer	2	(2)	1,356	(1,603)	0.1	(0.1)
Breach Probation Area 7 Staff Duty Counsel	119 ▼2	(97)	61,152 ▼1,383	(46,996)	4.2	(5.1)
Attempts, Conspiracies, Accessories	21	(15)	29,989	(23,300)	2.1	(2.1)
False Messages	1	(1)	161	(459)	0.0	(0.0)
Bodily Harm	8	(10)	10,047	(9,976)	0.7	(0.9)
Forgery	21	(23)	13,698	(20,489)	0.9	(1.8)
Public Mischief	6	(2)	5,046	(609)	0.3	(0.0)
Escaping Custody	14	(7)	8,735	(4,442)	0.6	(0.4)
Causing Disturbance	1	(1)	154	(432)	0.0	(0.0)
Uttering Threats Area 7 Staff Duty Counsel	126 ▼2	(89)	83,516 ▼1,324	(52,448)	5.8	(4.7)
Other Provincial Acts	2	(2)	2,062	(515)	0.1	(0.0)
Other Criminal Code & Federal Acts	36	(47)	55,160	(30,453)	3.8	(2.7)
Judicial Review	0	(Nil)	Nil	(Nil)	0.0	(0.0)
Total (Staff Duty Counsel Not Included)	1,575	(1,345)	**1,447,256	(*1,098,723)	100.0	(100.0)

** HST Not Included In Total $204,238
* HST Not Included In Total ($153,029)

▼ Services provided by staff Duty Counsel in Edmundston and Grand Falls

2.06 Analysis of Offences – YOA Court Appointed Cases

Offence	#	$	%
Rape, Indecent Assault	3 (Nil)	1,369 (Nil)	15.0 (Nil)
Break, Enter & Theft Possession Of Stolen Goods	4 (11)	1,332 (4,784)	14.6 (25.8)
Causing Disturbance	1 (2)	633 (188)	6.9 (1.0)
Homicide	Nil (1)	Nil (559)	Nil (3.0)
Assault	11 (7)	4,738 (4,320)	51.8 (23.3)
False Messages	1 (Nil)	311 (Nil)	3.4 (Nil)
Destroying Property & Arson	3 (3)	764 (1,288)	8.3 (7.0)
Obstructing Peace Officer	Nil (Nil)	Nil (Nil)	Nil (Nil)
Breach of Probation	Nil (5)	Nil (3,032)	Nil (16.3)
Attempts, Accessories, Conspiracies	Nil (2)	Nil (1,174)	Nil (6.3)
Other Criminal Code & Federal Acts	Nil (4)	Nil (3,221)	Nil (17.3)
Area 7 Staff Duty Counsel	▼1	▼333	
Total (Staff Duty Counsel Not Included)	23 (35)	**9,147 *(18,566)	100.0 (100.0)
** HST Not Included In Total		$1,243	
* HST Not Included In Total		($2,747)	

2.07 Client Contributions, Liens & Recovered Costs

	Client Contributions Total		Liens	Costs	Total		Grand Total	
	$		$	$	$		$	
Area 1 Saint John	5,600	(7,435)	1,118	Nil	1,118	(5,447)	6,718	(12,882)
Area 2 Moncton	9,755	(9,935)	11,361	Nil	11,361	(10,642)	21,116	(20,577)
Area 3 Fredericton	7,000	(6,545)	4,929	Nil	4,929	(696)	11,929	(7,241)
Area 4 Woodstock	3,095	(3,160)	918	Nil	918	(1,050)	4,013	(4,210)
Area 5 Miramichi	4,975	(3,705)	1,153	Nil	1,153	(598)	6,128	(4,303)
Area 6 Bathurst	5,320	(5,120)	3,947	Nil	3,947	(4,925)	9,267	(10,045)
Area 7 Edmundston	10,785	(3,755)	8,636	Nil	8,636	(Nil)	19,421	(3,755)
Area 8 Campbellton	4,032	(3,560)	5,350	Nil	5,350	(6,524)	9,382	(10,084)
	50,562	(43,215)	37,412	Nil	37,412	(29,882)	87,974	(73,097)

2.08 Criminal Certificate Expenses

	Total Fees $	Total Disbs. $	Grand Total $	Total Avg. Cost /Case $
	221,094	4,835	225,929	859
Area 1 Saint John	(189,897)	(3,725)	(193,622)	(842)
	334,745	10,239	344,984	918
Area 2 Moncton	(280,122)	(9,267)	(289,389)	(766)
	179,938	3,891	183,829	732
Area 3 Fredericton	(140,701)	(4,182)	(144,883)	(828)
	81,390	846	82,236	587
Area 4 Woodstock	(60,641)	(755)	(61,396)	(553)
	105,383	4,938	110,321	811
Area 5 Miramichi	(72,732)	(787)	(73,519)	(750)
	274,129	6,200	280,329	1,198
Area 6 Ba hurst	(153,118)	(2,201)	(155,319)	(784)
Area 7 Edmundston	61,787	5,017	66,804	1,485
Area 7 Staff Duty Counsel			▼3,898	▼650
	(74,092)	(12,009)	(86,101)	(1,305)
	140,593	12,231	152,824	1,176
Area 8 Campbellton	(92,428)	(2,066)	(94,494)	(1,062)
Total (Staff DC Not Included)	1,399,059	48,197	**1,447,256	919
	(1,063,731)	(34,992)	*(1,098,723)	(817)
** HST Not Included In Total			$204,238	
* HST Not Included In Total			($153,029)	

** Included in this total are 32 High Cost Cases (over $5,000 including HST) with costs totalling $321,656 (HST Not Included)

* Included in this total are 22 High Cost Cases (over $5,000 including HST) with costs totalling $175,338 (HST Not Included)

2.09 Cost Per Case Analysis

	Total Paid Certificates	Total Cost	Avg. Cost /Case
		$	$
1990-91	1,483	1,119,997	755
1991-92	2,348	1,927,946	821
1992-93	1,703	1,330,919	782
1993-94	2,259	1,816,238	804
1994-95	1,906	1,152,003	604
1995-96	1,482	1,140,119	769
1995-96 (Adjusted)	1,463	845,788	578
1996-97	1,627	1,104,169	679
1996-97 (Adjusted)	1,618	993,788	614
1997-98	1,566	1,299,717	830
1997-98 (Adjusted)	1,547	1,021,999	661
1998-99	1,430	1,162,180	813
1998-99 (Adjusted)	1,413	943,418	668
1999-00	1,416	1,181,703	835
1999-00 (Adjusted)	1,391	921,390	662
2000-2001	1,345	1,098,723	817
2000-2001 (Adjusted)	1,323	923,385	698
2001-2002	1,575	1,447,256	919
2001-2002 (Adjusted)	1,543	1,125,600	729

Note: Adjusted Figures Exclude High Cost Cases (over $5,000 including HST)

2.10 Criminal Duty Counsel Expenses

	Total Global Fees	Total Global Disbs	Grand Total Global	Avg. Cost /Case
	$	$	$	$
	171,452	196	171,648	37
Area 1 Saint John	(164,169)	(225)	(164,394)	(36)
	103,108	15	103,123	29
Area 2 Moncton	(93,559)	(50)	(93,609)	(31)
	66,484	90	66,574	30
Area 3 Fredericton	(69,906)	(49)	(69,955)	(35)
	32,397	58	32,455	37
Area 4 Woodstock	(33,576)	(Nil)	(33,576)	(38)
	34,329	178	34,507	33
Area 5 Miramichi	(31,096)	(Nil)	(31,096)	(31)
	72,995	Nil	72,995	48
Area 6 Bathurst	(63,122)	(175)	(63,297)	(49)
Area 7 Edmundston	29,150	40	29,190	49
Area 7 Staff Duty Counsel			▼6,194	▼19
	(28,253)	(575)	(28,828)	(96)
	27,011	19	27,030	56
Area 8 Campbellton	(25,037)	(24)	(25,061)	(59)
	536,926	596	**537,522	36
	(508,718)	(1,098)	*(509,816)	(38)

** HST Not Included In Total $76,804

2.11 Cost Per Case Performance Analysis

	Total Cases	Full Service Cases	Total Cost $	Cost /Case $
1990-91	2,584	N/A	526,294	42
1991-92	17,478	N/A	646,373	37
1992-93	14,579	N/A	540,932	37
1993-94	17,543	5,920	613,752	35
1994-95	16,486	5,733	498,542	30
1995-96	15,386	5,743	485,294	32
1996-97	15,818	5,880	535,560	34
1997-98 (90%)	15,809	5,934	490,705	31
1997-98 (Revised 100%)	15,809	5,934	545,048	34
1998-99	14,335	5,300	525,468	37
1999-00	14,695	5,066	532,487	36
2000-01	13,509	4,422	509,816	38
2001-02	14,914	4,573	537,522	36

Total Full Service 4,573 Cases *(a)* $ 36.00 Cost/Case =	$ 164,628
Plus Certificates 1,575 Cases *(a)* $ 919.00 Cost/Case =	$ 1,447,256
Total Full Service 6,148 Cases *(a)* Total Cost Of $1,611,884 =	$ 262
2000-2001 Total Full Service 5,767 Cases *(a)* Total Cost Of $1,266,759 =	$ 220

PART III
FINANCIAL INFORMATION FOR PERFORMANCE RELATED PURPOSES AND CALCULATIONS

3.01 General

Expenses of a capital nature, such as furniture, equipment, stationery, printing of forms, etc., are included in Administrative Costs.

A comprehensive breakdown of Administrative Costs is provided in Section 3.05.

3.02(a) Summary Of Revenue & Expenses (Cash Basis)

	Total $
Revenue	
New Brunswick Government Grant (2001-2002)	2,200,000
Special Funding	323,067
Plus: Matured GIC	700,000
Beginning Balance (2001-2002)	(676,359)
HST Rebate	259,272
Liens	37,412
Client Contributions	50,562
Interest Income	81,896
Project Funds	54,872
Other	(5,802)
	3,024,920
Expenditures	
Certificate Fees	1,399,059
Certificate Disbursements	48,197
HST - Certificates	204,238
Duty Counsel Fees	536,926
Duty Counsel Disbursements	596
HST - Duty Counsel	76,804
Aboriginal Duty Counsel	29,436
Court Appointed Solicitors	9,147
HST - Court Appointed Solicitors	1,243
Detainee (Brydges) Calls	28,025
HST – Detainee (Brydges) Calls	3,998
Professional Services	17,352
HST Professional Services	1,103
Administrative Costs (Includes $ 16,689 HST)	654,983
	3,011,107
Balance	13,813

An analysis of the Balance in the Fund on the thirty-first day of March, 2002 is as follows:

Bank	$ 13,813
Petty Cash	$ 1,125
Total Global	$ 14,938

3.02(b) Analysis Of Surplus & Reconciliation With Audited Statement (Accrual)

			$
Total Surplus Per Audited Statement			228,799
Deduct:	Accounts Receivable	$	
	HST Rebate	204,695	
	Miscellaneous	10,291	214,986
Add:	Accrued Liabilities (Payroll)		Nil
Net Cash			13,813
Bank Balance Per Cash Flow Statement			13,813
Plus:	Petty Cash Funds		1,125
Net Cash			14,938

3.03 Administrative Costs (Including Eight Area Offices)

During the period under review, Administrative Costs amounted to $631,772. A comprehensive breakdown of the Administrative Costs is shown in Section 3.05.

3.04 Average Costs

It will be seen that the average cost of assisting each person who was advised by Duty Counsel in Criminal matters amounted to $36.00 per person. The average cost of rendering Legal Aid by solicitors, pursuant to Criminal Certificates, amounted to $919.00 per assisted person. (Note: This includes $321,656 paid on 32 high cost cases without which the average cost per case would be $729.00, HST Not Included).

An Average Cost Analysis of Certificate and Duty Counsel payments for the year ended March 31, 2002 is as follows:

		Total
Criminal Certificates (w/o HST)		
Number of Certificates Paid		1,575
Total Fees and Disbursements	$	1,447,256
Average Cost Per Case	$	919
High Cost Cases (32 Certificates)	$	321,656
Average With High Cost Cases Deleted	$	729
Criminal Duty Counsel (w/o HST)		
Number of Persons Assisted		14,914
Total Fees and Disbursements	$	537,522
Average Cost Per Person	$	36
Number Of Full Service		4,573
Cost Of Full Service	$	164,628
Certificates and Duty Counsel		
Number Of Cases		6,148
Overall Average Cost Of Regular Certificates Plus Full Service Duty Counsel	$	262
Detainee (Brydges) Calls		
Number of Persons Assisted		1,121
Total Fees	$	28,025

The Fees provided under the Tariff are those customarily paid by a client of modest means for the legal services enumerated in the Legal Aid Tariff. (The Criminal Tariff was struck in 1971 and was amended and increased in 1974, 1980, 1983 and again on February 1, 1990. The 25% reduction in Fees has been struck out by the latest amendment. Note "G" of the Tariff has been repealed).

3.05 Breakdown Of Administrative Costs

Area	Salaries	Rent & Utilities	Postage	Supplies	Telephone	Total	2000-2001
	$	$	$	$	$	$	$
Head Office	181,552	26,660	4,728	10,013	12,702	235,655	(207,631)
Saint John	29,012	9,792	1,237	2,038	4,694	46,773	(43,827)
Moncton	29,399	650	2,942	2,581	2,148	37,720	(32,889)
Fredericton	27,559	Nil	Nil	111	Nil	27,670	(25,212)
Woodstock	Nil	7,992	981	845	2,506	12,324	(27,447)
Miramichi	29,399	6,452	539	1,144	2,228	39,762	(28,663)
Bathurst	33,778	6,258	1,465	3,888	3,995	49,384	(47,173)
Edmundston	29,979	8,602	174	1,057	3,892	43,704	(29,230)
Campbellton	133	4,684	393	1,507	2,709	9,426	(27,684)
	360,811	71,090	12,459	23,184	34,874	502,418	(469,756)
Advertising & Public Relations						2,745	(2,015)
Bank Charges						1,800	(1,800)
Employee Benefits						33,507	(33,554)
Contract Lawyer						20,269	(Nil)
Computer						2,848	(1,513)
Insurance						1,371	(1,409)
Legal Fees						Nil	(4,777)
Lien Registration						3,689	(3,096)
Miscellaneous						6,648	(4,200)
Office Furnishings, Equipment & Repairs						25,372	(21,046)
Printing & Library						8,694	(9,075)
Professional Development						525	(619)
Professional Services						Nil	(Nil)
Security						3,801	(5,407)
Translation						961	(1,388)
Travel						23,646	(12,143)
Moving Expenses						Nil	(8,596)
Portion Of Administration GST/HST (Paid But Recoverable)						16,689	(11,827)
						654,983	(592,221)

3.06 Breakdown Of Expenditure Of Legal Aid Dollar

Global Criminal Certificate Accounts		53.5 %
Global Criminal Duty Counsel Accounts		19.9 %
Aboriginal Duty Counsel		1.1 %
Court Appointed Solicitors		0.3 %
Detainee (Brydges) Calls		1.1%
Contract Lawyer		0.7%
Mental Health Court Project – Duty Counsel		0.6%
Salaries and Retainers	13.3 %	
Administrative Costs	9.5 %	22.8%
		100.0 %

PART IV
FINANCIAL
(ACCRUAL BASIS)

	2001-2002	2000-2001
Assets	$	$
Reserve Fund (2000-2001)	220,916	279,504
Cash (2001-2002)	797,165	Nil
Short Term Investment	Nil	700,000
Accounts Receivable	412,192	197,152
	1,430,273	1,176,656
Liabilities & Surplus		
Accounts Payable	1,201,474	955,740
Surplus	228,799	220,916
	1,430,273	1,176,656
Revenue		
Province of New Brunswick	2,523,067	2,200,000
Federal Department of Justice	54,872	4,760
Costs Recovered From Liens	37,412	29,882
Contributions From Clients	50,562	43,215
Costs & Recoveries	Nil	Nil
Interest	49,108	82,445
Total Receipts	2,715,021	2,360,302
Expenditures		
Certificate Fees & Disbursements	1,447,256	1,098,723
Duty Counsel Fees & Disbursements	537,522	509,816
Duty Counsel Fees & Disbursements (Aboriginal Project)	29,436	33,068
Court Appointed Fees & Disbursements	9,147	18,566
Detainee Calls	28,025	Nil
Projects	17,352	Nil
	2,068,738	1,660,173
Administration Expenses		
Contract Lawyer	20,269*	Nil
Salaries & Related Expenses	394,318	387,303
Office Rents	74,891*	68,835
Printing & Office Supplies	31,878*	22,989
Telephone	34,874	29,782
Travel	23,646 *	12,143
Professional Development & Training	525	619
Office Furniture & Equipment	10,295*	9,853
Postage	12,459	8,882
Equipment Rentals & Service Contracts	15,077	11,192
Advertising	2,745	2,015
Insurance	1,371	1,409
Recoverable Lien Registration Fees	3,689	3,096
Miscellaneous	8,554	6,000
Translation	961	1,388
Computer	2,848	1,514
Professional Services	Nil	4,777
Moving Expenses	Nil	8,597
	638,400	580,394
Total Disbursements	2,707,138	2,240,567
Revenues Vs. Disbursements	7,883	119,735
Surplus - Beginning of Year	220,916	101,181
Surplus - End of Year	228,799	220,916

Note: The Revenue and Expenditures on this Financial Statement do not include HST

* Includes some expenditures related to projects

PART V
FEDERAL-PROVINCIAL AGREEMENT
RE CRIMINAL LEGAL AID

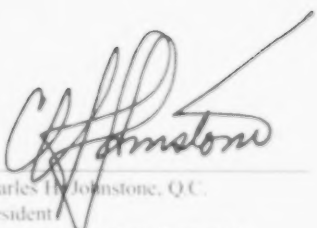
In January, 1973 the Province entered into a Cost-Sharing Agreement with the Government of Canada. Under this Agreement, the Provincial Government received from the Federal Government the following amounts:

1985 - 1986	$ 919,792
1986 - 1987	927,390
1987 - 1988	1,076,347
1988 - 1989	1,162,519
1989 - 1990	1,320,901
1990 - 1991	899,279
1991 - 1992	1,222,006
1992 - 1993	1,229,150
1993 - 1994	1,253,856
1994 - 1995	985,324
1995 - 1996	1,208,580
1996 - 1997	1,210,029
1997 - 1998	1,256,047
1998 - 1999	1,327,410
1999 - 2000	1,363,165
2000-2001	1,401,200
2001-2002	1,724,259

PART VI
CONCLUSION

The Financial Statement of the Legal Aid Fund for the fiscal year ended March 31, 2002, as prepared by the Auditor General, is attached to this Report.

All of which is respectfully submitted.



Charles H. Johnstone, Q.C.
President
Law Society of New Brunswick

FINANCIAL STATEMENTS

LEGAL AID NEW BRUNSWICK
LEGAL AID FUND (CRIMINAL)

31 MARCH 2002

New Nouveau Brunswick

AUDITOR'S REPORT

Minister of Justice and Attorney General
Province of New Brunswick
and
The Council of the Law Society of New Brunswick

I have audited the statement of financial position of the Legal Aid Fund (Criminal) of the Law Society of New Brunswick as at 31 March 2002 and the statement of operations and surplus for the year then ended. These financial statements are the responsibility of the management of Legal Aid New Brunswick. My responsibility is to express an opinion on these financial statements based on my audit.

I conducted my audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that I plan and perform an audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

In my opinion, these financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Fund as at 31 March 2002 and the results of its operations for the year then ended in accordance with Canadian generally accepted accounting principles.

K D Robinson

K. D. Robinson, CA
Deputy Auditor General

Fredericton, N. B.
4 July 2002

LEGAL AID NEW BRUNSWICK
LEGAL AID FUND (CRIMINAL)
STATEMENT OF FINANCIAL POSITION
31 MARCH 2002

	2002	2001
ASSETS		
Current assets		
Cash	$ 1,018,081	$ 279,504
Short term investment	-	700,000
Accounts receivable (Note 2)	212,192	197,152
Due from Legal Aid Fund (Domestic/Legal Services)	200,000	-
	$ 1,430,273	$ 1,176,656
LIABILITIES AND SURPLUS		
Current liabilities		
Accounts payable	$ 1,201,474	$ 955,740
	228,799	220,916
Surplus	$ 1,430,273	$ 1,176,656

Contingent liability (Note 6)

Approved

Provincial Director (Interim)

LEGAL AID NEW BRUNSWICK
LEGAL AID FUND (CRIMINAL)
STATEMENT OF OPERATIONS AND SURPLUS
FOR THE YEAR ENDED 31 MARCH 2002

	2002 Budget	2002 Actual	2001 Actual
REVENUE			
Province of New Brunswick	$ 2,200,000	$ 2,523,067	$ 2,200,000
Department of Justice - Canada (Note 4)	-	54,872	-
Costs recovered from liens	40,000	37,412	29,882
Contributions from clients	40,000	50,562	43,215
Interest	89,000	49,108	82,445
	2,369,000	2,715,021	2,355,542
EXPENDITURE			
Certificate fees and disbursements	1,290,789	1,447,256	1,098,723
Duty Counsel fees and disbursements	679,790	575,413	509,816
Cost sharing agreements (Note 4)	-	44,868	28,308
Detainee calls (Note 3)	-	28,025	-
Court appointed fees and disbursements	34,421	9,147	18,566
	2,005,000	2,104,709	1,655,413
Administration expenses			
Salaries and related expenses	373,000	383,324	387,303
Office rents	58,000	72,023	68,835
Telephone	25,000	34,551	29,782
Printing and office supplies	13,000	31,526	22,989
Postage	9,000	12,400	8,882
Travel	12,000	23,178	12,143
Professional development and training	1,000	526	619
Office furniture and equipment	4,500	10,215	9,853
Equipment rentals and service contracts	9,500	15,077	11,192
Advertising	200	2,745	2,015
Insurance	1,400	914	1,409
Recoverable lien registration fees	3,000	3,689	3,096
Miscellaneous	6,400	6,593	6,000
Translation	4,000	961	1,388
Computer upgrading	27,000	2,851	1,514
Professional services	3,000	-	4,777
Moving expenses	500	1,856	8,597
	550,500	602,429	580,394
Total expenditure	2,555,500	2,707,138	2,235,807
EXCESS (DEFICIENCY) OF REVENUE OVER EXPENDITURE	$ (186,500)	7,883	119,735
Surplus, beginning of year		220,916	101,181
SURPLUS, end of year		$ 228,799	$ 220,916

LEGAL AID NEW BRUNSWICK
LEGAL AID FUND (CRIMINAL)
NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS
31 MARCH 2002

1. Purpose of the organization

Legal Aid New Brunswick provides criminal legal aid services for residents of the Province who otherwise could not afford the services of a lawyer. These services are funded by grants from the Department of Justice.

2. Accounts receivable

Accounts receivable include amounts which have a likely expectation of collection in the near future. Amounts which could be collected in the future from liens placed on property or through costs and recoveries are only recognized when collected due to the uncertainty associated with the collection of such amounts.

Amounts due to the Fund as at 31 March 2002 represented by liens totalled $885,333 (2001 - $797,455). These amounts will only be collected if, and when, properties are sold which have liens registered against them.

3. Detainee calls

Detainee calls are calls that lawyers receive from detained individuals. Effective 1 October 2001 Legal Aid lawyers are reimbursed $25 for each detainee call they receive and tend to.

4. Project funding agreements

Legal Aid New Brunswick entered into two project funding agreements with the federal Minister of Justice during the current fiscal year. The Duty Counsel for Aboriginals' project funding agreement was completed in the previous fiscal year.

Mental health court project

This agreement covers some of the costs of a project to provide legal aid/duty counsel during the implementation phase of a mental health court project in Saint John. The project is expected to result in improving the response of the courts and the legal aid system specifically to mentally ill people in conflict with the law. The agreement is for the period from 1 October 2001 to 31 March 2003. The federal government will contribute a maximum of $39,200 during the duration of this agreement, $13,800 for the current year and $25,400 for the 2002/2003 fiscal year.

For the period ended 31 March 2002, Legal Aid New Brunswick recorded revenues and expenditures totalling $13,800 and $5,000 respectively.

4. Project funding agreements - continued

Bilingual lawyer project

This agreement covers some of the costs of a project to provide a bilingual staff criminal lawyer in the Edmundston and Grand Falls areas of New Brunswick. The purpose of the project is to improve efficiencies of the criminal courts as well as to increase the accessibility and availability of legal aid services for the criminally accused in these areas. The agreement is for the period from 1 December 2001 to 31 March 2003. The federal government will contribute a maximum of $157,000 during the duration of this agreement, $41,072 for the current year and $115,928 for the 2002/2003 fiscal year.

For the period ended 31 March 2002 Legal Aid New Brunswick recorded revenues and expenditures totalling $41,072 and $39,868 respectively.

Duty Counsel for Aboriginals

This was a one-year agreement ending 30 November 1999 to study the ability of the aboriginals to access the justice system via duty counsel services provided at Big Cove and at the Richibucto Court. The federal Department of Justice agreed to cover project expenses at fifty percent to a maximum of $18,054 for the term of the agreement. With the agreement of the provincial Department of Justice the project was continued by Legal Aid New Brunswick for a third year and was completed on 30 November 2001.

5. Federal funding

Pursuant to Federal-Provincial cost sharing agreements, the Provincial Department of Justice submits a claim each year to Canada for recovery of a portion of the expenses incurred by Legal Aid New Brunswick for adult criminal legal aid and for young offender criminal legal aid.

6. Contingent liability

At 31 March 2002, 623 legal aid certificates were issued and outstanding for eligible applicants. The estimated cost to complete these certificates is $257,381. No allowance has been made in these financial statements for this contingency.

DOMESTIC LEGAL AID
APRIL 1, 2001 - MARCH 31, 2002

PART I
DOMESTIC LEGAL AID RENDERED

1.01 Domestic Certificates

	Applications Received	Applications Refused	Certificates Issued
	47	3	44
Area 1 Saint John	(47)	(7)	(40)
	54	14	40
Area 2 Moncton	(57)	(14)	(43)
	18	4	14
Area 3 Fredericton	(16)	(3)	(13)
	47	8	39
Area 4 Woodstock	(41)	(11)	(30)
	3	1	2
Area 5 Miramichi	(4)	(2)	(2)
	48	12	36
Area 6 Bathurst	(51)	(3)	(48)
	1	1	Nil
Area 7 Edmundston	(1)	(Nil)	(1)
	7	5	2
Area 8 Campbellton	(8)	(Nil)	(8)
	225	48	*177
	(225)	(40)	(185)

* During the period April 1, 2001 - March 31, 2002, 177 Certificates were issued: 72 Guardianship Orders, 105 Variation of Support Orders

1.02 Legal Aid Certificates

Domestic Legal Aid Certificates Paid, during the period under review, by area within the Province, were as follows:

	Certificates Paid	
Area 1 Saint John	35	(39)
Area 2 Moncton	59	(44)
Area 3 Fredericton	14	(15)
Area 4 Woodstock	43	(44)
Area 5 Miramichi	2	(2)
Area 6 Bathurst	38	(38)
Area 7 Edmundston	2	(2)
Area 8 Campbellton	3	(9)
	196	(193)

1.03 Persons Assisted By Domestic Duty Counsel

Area 1 Saint John	Nil	(Nil)
Area 2 Moncton	1	(Nil)
Area 3 Fredericton	Nil	(Nil)
Area 4 Woodstock	Nil	(Nil)
Area 5 Miramichi	Nil	(Nil)
Area 6 Bathurst	21	(13)
Area 7 Edmundston	Nil	(Nil)
Area 8 Campbellton	Nil	(Nil)
	22	(13)

1.04 Certificate & Duty Counsel Expenses

	Certificates				Duty Counsel
	Fees $	Disbs. $	Total $	Cost/ Case $	Fees $
Area 1 Saint John	15,492	235	15,727	449	Nil
	(17,015)	(162)	(17,177)	(440)	(Nil)
Area 2 Moncton	50,296	5,299	55,595	942	3,415
	(23,770)	(1,977)	(25,747)	(585)	(Nil)
Area 3 Fredericton	10,235	532	10,767	769	Nil
	(14,396)	(230)	(14,626)	(975)	(Nil)
Area 4 Woodstock	12,633	252	12,885	300	Nil
	(13,733)	(570)	(14,303)	(325)	(Nil)
Area 5 Miramichi	720	51	771	385	Nil
	(1,935)	(Nil)	(1,935)	(967)	(Nil)
Area 6 Bathurst	49,138	3,270	52,408	1,379	866
	(47,993)	(3,222)	(51,215)	(1,348)	(5,102)
Area 7 Edmundston	593	75	668	334	Nil
	(2,602)	(158)	(2,760)	(1,380)	(Nil)
Area 8 Campbellton	7,666	15	7,681	2,560	Nil
	(9,835)	(557)	(10,392)	(1,155)	(Nil)
	146,773	9,729	**156,502	798	**4,281
	(131,279)	(6,876)	*(138,155)	(716)	*(5,102)
** HST (Not Included In Total)		$22,694			$ 642
* HST (Not Included In Total)		($19,693)			($765)

** Included in this total are 4 High Cost Cases (over $5,000 including HST) for a total of $26,949 (HST Not Included)

* Included in this total are 4 High Cost Cases (over $5,000 including HST) for a total of $23,833 (HST Not Included)

1.05 Analysis Of Cases By Type Of Aid

	Number Of Cases	Total Fees & Disbs. $	Cost Per Case $
	89	119,165	1,339
Guardianship	(93)	(105,897)	(1,139)
	107	37,337	349
Variance Orders	(100)	(32,258)	(323)
	196	**156,502	798
	(193)	*(138,155)	(716)
** HST Not Included In Total		$22,694	
* HST Not Included In Total		($19,694)	

1.06 Reciprocity

Legal Aid New Brunswick participates in a Nation-Wide Agreement between the Provinces to provide legal services to eligible applicants resident in other Provinces and requiring legal services in New Brunswick. Alternatively, New Brunswick refers eligible applicants resident here who require services in other Provinces. The costs of such services are borne by the Province which supplies the services.

Referred	To		From	
Alberta	Nil	(Nil)	Nil	(Nil)
Ontario	3	(1)	Nil	(2)
Québec	Nil	(Nil)	2	(Nil)
Nova Scotia	Nil	(1)	Nil	(Nil)
British Columbia	Nil	(Nil)	Nil	(Nil)
Newfoundland	1	(1)	Nil	(Nil)
Prince Edward Island	Nil	(Nil)	Nil	(Nil)
Manitoba	Nil	(Nil)	Nil	(Nil)
Saskatchewan	Nil	(Nil)	Nil	(Nil)
	4	(3)	2	(2)

1.07 Costs & Recoveries

	Costs & Recoveries $		Liens $	
Area 1 Saint John	Nil	(Nil)	1,733	(3,309)
Area 2 Moncton	Nil	(Nil)	3,026	(4,643)
Area 3 Fredericton	Nil	(Nil)	656	(738)
Area 4 Woodstock	Nil	(Nil)	570	(220)
Area 5 Miramichi	Nil	(Nil)	Nil	(Nil)
Area 6 Bathurst	Nil	(Nil)	2,550	(5,642)
Area 7 Edmundston	Nil	(Nil)	530	(1,020)
Area 8 Campbellton	Nil	(Nil)	199	(30)
	Nil	(Nil)	9,264	(15,602)

FINANCIAL INFORMATION FOR PERFORMANCE RELATED PURPOSES AND CALCULATIONS

1.08(a) Summary Of Revenue & Expenses (Cash Basis)

Revenue:	$
New Brunswick Law Foundation	150,000
Ministerial (Cost Recoveries from Department of Justice)	48,152
Miscellaneous	842
Beginning Balance 2001-2002	138,884
Client Contributions	1,772
Liens Discharged And Paid	9,264
Bank Interest	5,241
HST Rebate	19,797
	373,952

Expenditures:

Domestic Certificates

Fees	Disb.	HST	Total	
$	$	$	$	
146,773	9,729	22,694	179,196	179,196

Duty Counsel

Fees	Disb.	HST	Total	
$	$	$	$	
4,241	40	642	4,923	4,923

Liens Registered	935
Legal Fees (Includes HST)	Nil
Printing and Translation	112
	185,166
Balance	188,786
Bank Balance as of March 31, 2002	188,786

1.08(b) Analysis Of Surplus & Reconciliation With Audited Statement (Accrual)

Total Surplus Per Audited Statement	202,568
Deduct: Accounts Receivable (HST Rebate)	13,782
Bank Balance Per Cash Flow Statement	188,786

FINANCIAL
(ACCRUAL BASIS)

	2001-2002 $	2000-2001 $
Assets		
Cash	242,574	138,884
Accounts Receivable	13,234	59,237
	255,808	198,121
Liabilities & Surplus		
Accounts Payable	53,240	Nil
Surplus	202,568	198,121
	255,808	198,121
Revenue		
New Brunswick Law Foundation	150,000	295,000
Professional Services	Nil	19,500
Costs Recovered From Department of Justice	Nil	103,593
Costs Recovered From Liens	9,264	15,602
Contributions From Clients	1,772	4,195
Interest	5,241	4,705
	166,277	442,595
Expenditures		
Certificate Fees and Disbursements	156,502	137,260
Duty Counsel Fees and Disbursements	4,281	5,103
Certificate Fees (Ministerial)	Nil	103,593
	160,783	245,956
Administration Expenses		
Lien Registration Fees	935	800
Professional Services	Nil	19,500
Legal Fees	Nil	Nil
Printing and Translation	112	1,358
Miscellaneous	Nil	131
Total Disbursements	161,830	267,745
Revenue Vs. Expenditures	4,447	174,850
Surplus Beginning of Year	198,121	23,271
Surplus End of Year	202,568	198,121

Note: The Revenue and Expenditures On This Financial Statement Do Not Include HST

FINANCIAL STATEMENTS

LEGAL AID NEW BRUNSWICK
LEGAL AID FUND (DOMESTIC)

31 MARCH 2002

New Nouveau Brunswick

AUDITOR'S REPORT

Minister of Justice and Attorney General
Province of New Brunswick
and
The Council of the Law Society of New Brunswick

I have audited the statement of financial position of the Legal Aid Fund (Domestic) of the Law Society of New Brunswick as at 31 March 2002 and the statement of operations and surplus for the year then ended. These financial statements are the responsibility of the Fund's management. My responsibility is to express an opinion on these financial statements based on my audit.

I conducted my audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that I plan and perform an audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

In my opinion, these financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Fund as at 31 March 2002 and the results of its operations for the year then ended in accordance with Canadian generally accepted accounting principles.

K D Robinson

K. D. Robinson, CA
Deputy Auditor General

Fredericton, N. B.
4 July 2002

LEGAL AID NEW BRUNSWICK
LEGAL AID FUND (DOMESTIC)
STATEMENT OF FINANCIAL POSITION
31 MARCH 2002

	2002	2001
ASSETS		
Current assets		
Cash	$ 242,574	$ 196,691
Accounts receivable (Note 2)	13,234	82,408
	$ 255,808	$ 279,099
LIABILITIES AND SURPLUS		
Current liabilities		
Accounts payable	$ 53,240	$ 80,978
Surplus	202,568	198,121
	$ 255,808	$ 279,099

Contingent liability (Note 4)

Approved

Provincial Director (Interim)

LEGAL AID NEW BRUNSWICK
LEGAL AID FUND (DOMESTIC)
STATEMENT OF OPERATIONS AND SURPLUS
FOR THE YEAR ENDED 31 MARCH 2002

	2002 Budget	2002 Actual	2001 Actual
REVENUE			
New Brunswick Law Foundation (Note 3)	$ 150,000	$ 150,000	$ 295,000
Cost recoveries from Department of Justice			
- Certificate fees	142,000	-	103,593
- Professional services	-	-	19,500
Cost recovered from liens	15,000	9,264	15,602
Contributions from clients	4,000	1,772	4,195
Other	-	5,241	4,705
	311,000	166,277	442,595
EXPENDITURE			
Certificate fees and disbursements	155,000	156,502	137,260
Duty Counsel fees and disbursements	-	4,281	5,103
Certificate fees - ministerial	142,000	-	103,593
	297,000	160,783	245,956
Administration expenses			
Recoverable lien registration fees	2,000	935	800
Professional services and legal fees	2,300	-	19,500
Translation, travel and office supplies	1,700	112	1,489
	303,000	161,830	267,745
EXCESS OF REVENUE OVER EXPENDITURE	$ 8,000	4,447	174,850
Surplus, beginning of year		198,121	23,271
SURPLUS, end of year		$ 202,568	$ 198,121

LEGAL AID NEW BRUNSWICK
LEGAL AID FUND (DOMESTIC)
NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS
31 MARCH 2002

1. Purpose of the Organization

Legal Aid New Brunswick provides certain domestic legal aid services for residents of the Province who otherwise could not afford the services of a lawyer. These services are funded by the New Brunswick Law Foundation. Effective 1 April 2001 the Department of Justice transferred responsibility to Legal Aid New Brunswick for the management and delivery of all legal and paralegal services related to domestic legal aid. These services are funded by the Department of Justice and are reported in a separate financial statement.

2. Accounts receivable

Accounts receivable includes amounts which have a likely expectation of collection in the near future. Amounts which could be collected in the future from liens placed on property or through costs and recoveries are only recognized when collected due to the uncertainty associated with the collection of such amounts.

Amounts due to the Fund as at 31 March 2002, represented by liens, totalled $331,054 (2001 - $342,179). These amounts will only be collected if, and when, properties are sold which have liens registered against them.

3. New Brunswick Law Foundation grant

During the years ended 31 March 1989 to 2002, grants were approved by the New Brunswick Law Foundation as follows:

Years ended 31 March 1989 to 1997	$ 2,100,000
Year ended 31 March 1998	200,000
Year ended 31 March 1999	100,000
Year ended 31 March 2000	100,000
Year ended 31 March 2001	150,000
Year ended 31 March 2002	150,000
	2,800,000
Less:	
Paid - Years ended 31 March 1989 to 1997	1,605,000
Paid - Year ended 31 March 1998	220,000
Paid - Year ended 31 March 1999	160,000
Paid - Year ended 31 March 2000	100,000
Paid - Year ended 31 March 2001	295,000
Paid - Year ended 31 March 2002	150,000
Lapsed	270,000
	2,800,000
Balance unpaid at 31 March 2002	$ -

3. New Brunswick Law Foundation grant - continued

The Law Foundation Board has agreed to commit a maximum of $150,000 or 50% of its available grant money, whichever is the lesser of the two, on an annual basis for a period of three years commencing with the year ended 31 March 2001.

4. Contingent liability

Certificates entitling applicants to domestic legal aid are issued for a maximum amount of $1,000 each, although the actual amount paid on each certificate may be less than $1,000. The estimated amount to be paid in future periods for certificates issued and outstanding as at 31 March 2002 has been determined to be $86,500. No allowance has been made in these financial statements for this contingency. According to Legal Aid records there are 123 domestic certificates issued and outstanding at 31 March 2002. Amounts paid in the future on each certificate will be considered an expense in the period in which the certificate is paid.

DOMESTIC LEGAL AID / LEGAL SERVICES
APRIL 1, 2001 - MARCH 31, 2002

PART I
DOMESTIC LEGAL AID RENDERED

1.01 Domestic Certificates

	Applications		Certificates
	Received	Refused	Issued
Area 1 Saint John	28	6	22
Area 2 Moncton	33	15	18
Area 3 Fredericton	11	3	8
Area 4 Woodstock	6	Nil	6
Area 5 Miramichi	9	2	7
Area 6 Bathurst	33	7	26
Area 7 Edmundston	Nil	Nil	Nil
Area 8 Campbellton	5	4	1
	125	37	88

1.02 Domestic Certificates Paid

Domestic Legal Aid Certificates Paid, during the period under review, by area within the Province, were as follows:

	Certificates Paid
Area 1 Saint John	24
Area 2 Moncton	20
Area 3 Fredericton	10
Area 4 Woodstock	7
Area 5 Miramichi	8
Area 6 Bathurst	23
Area 7 Edmundston	1
Area 8 Campbellton	2
	95

1.03 Domestic Certificate Expenses

	Certificates			
	Fees $	Disbs. $	Total $	Cost/ Case $
Area 1 Saint John	13,220	96	13,316	555
Area 2 Moncton	10,984	337	11,321	566
Area 3 Fredericton	13,914	340	14,254	1,425
Area 4 Woodstock	2,212	23	2,235	319
Area 5 Miramichi	4,259	69	4,328	541
Area 6 Bathurst	31,708	2,013	33,721	1,466
Area 7 Edmundston	3,592	929	4,521	4,521
Area 8 Campbellton	4,409	449	4,858	2,429
	84,298	4,256	**88,554	932
** HST (Not Included In Total)		$12,984		

** Included in this total is 1 High Cost Case (over $5,000 including HST) for a total of $5,706 (HST Not Included)

1.04 Certificates By Type Of Aid

	Number Of Cases	Total Fees & Disbs. $	Cost Per Case $
Interim Custody	53	38,502	726
Custody Extensions	13	8,226	633
Supervisory Orders	15	16,127	1,075
Guardianship Review	6	10,990	1,832
Appeals	8	14,709	1,839
Opinions	Nil	Nil	Nil
	95	**88,554	932
** HST Not Included In Total		$12,984	

1.05 Reciprocity

Legal Aid New Brunswick participates in a Nation-Wide Agreement between the Provinces to provide legal services to eligible applicants resident in other Provinces and requiring legal services in New Brunswick. Alternatively, New Brunswick refers eligible applicants resident here who require services in other Provinces. The costs of such services are borne by the Province which supplies the services.

Referred	To	From
Alberta	3	5
Ontario	11	10
Québec	9	12
Nova Scotia	4	15
British Columbia	Nil	3
Newfoundland	Nil	1
Prince Edward Island	Nil	Nil
Manitoba	Nil	Nil
Saskatchewan	Nil	Nil
	27	46

1.06 Costs & Recoveries

	Costs & Recoveries	Liens
	$	$
Area 1 Saint John	Nil	Nil
Area 2 Moncton	Nil	Nil
Area 3 Fredericton	Nil	883
Area 4 Woodstock	Nil	Nil
Area 5 Miramichi	Nil	Nil
Area 6 Bathurst	Nil	Nil
Area 7 Edmundston	Nil	Nil
Area 8 Campbellton	Nil	Nil
	Nil	883

FINANCIAL INFORMATION FOR DOMESTIC LEGAL SERVICES PERFORMANCE RELATED PURPOSES AND CALCULATIONS

1.07(a) Summary Of Revenue & Expenses (Cash Basis)

Revenue:	$
Province of New Brunswick	1,350,000
Cost Recoveries	2,932
Receivable / Payable	23,550
Beginning Balance 2001-2002	Nil
Client Contributions	955
Liens Discharged And Paid	883
Bank Interest	3,742
HST Rebate	92,447
	1,474,509

Expenditures:

Domestic Certificates

Fees	Disb.	HST	Total	
$	$	$	$	
84,298	4,256	12,984	101,538	101,538

Duty Counsel and Alternate Solicitors

Fees	Disb.	HST	Total	
$	$	$	$	
229,424	10,160	35,128	274,712	274,712

Administrative Expenses	
Start-Up Costs	52,254
Associated Expenses / Psychologists	34,438
Salaries and Related Expenses	217,055
Contract Lawyers	541,803
Rents	42,723
Telephone	2,203
Printing and Office Supplies	11,415
Postage	542
Travel	14,437
Disbursements (Contract Lawyers)	28,928
Office Furniture and Equipment	34,979
Equipment Leases	1,626
Service of Documents	1,916
Witness Fees	352
Recoverable Lien Registration Fees	220
Miscellaneous	3,929
Translation	234
Computer Up-Grading	22,889
HST (Paid But Recoverable)	94,115
Total Administrative Expenses	1,106,058
Total	1,482,308
Balance	(7,799)
Bank Balance as of March 31, 2002	(7,799)

1.07(b) Analysis Of Surplus & Reconciliation With Audited Statement (Accrual)

	$
Total Surplus Per Audited Statement	42,470
Deduct: Accounts Receivable / Payable	50,269
Bank Balance Per Cash Flow Statement	(7,799)

FINANCIAL
(ACCRUAL BASIS)

	$
Assets	
Cash	64,785
Accounts Receivable	300,269
	365,054
Liabilities & Surplus	
Accounts Payable	122,584
Payable to Legal Aid Fund (Criminal)	200,000
Surplus	42,470
	365,054
Revenue	
Province of New Brunswick	1,350,000
Cost Recoveries	2,932
Receivable / Payable	23,550
Costs Recovered From Liens	883
Contributions From Clients	955
Interest and Miscellaneous	3,742
	1,382,062
Expenditures	
Certificate Fees and Disbursements	88,554
Duty Counsel and Alternate Solicitor Fees	239,584
	328,138
Administration Expenses	
Total Administrative Expenses	1,011,454
	1,339,592
Revenue Vs. Expenditures	42,470
Surplus Beginning of Year	Nil
Surplus End of Year	42,470

Note: The Revenue and Expenditures On This Financial Statement Do Not Include HST

FINANCIAL STATEMENTS

LEGAL AID NEW BRUNSWICK
LEGAL AID FUND (DOMESTIC/LEGAL SERVICES)

31 MARCH 2002

New Nouveau Brunswick

AUDITOR'S REPORT

Minister of Justice and Attorney General
Province of New Brunswick
and
The Council of the Law Society of New Brunswick

I have audited the statement of financial position of the Legal Aid Fund (Domestic/Legal Services) of the Law Society of New Brunswick as at 31 March 2002 and the statement of operations and surplus for the year then ended. These financial statements are the responsibility of the Fund's management. My responsibility is to express an opinion on these financial statements based on my audit.

I conducted my audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that I plan and perform an audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

In my opinion, these financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Fund as at 31 March 2002 and the results of its operations for the year then ended in accordance with Canadian generally accepted accounting principles.

K D Robinson

K. D. Robinson, CA
Deputy Auditor General

Fredericton, N. B.
4 July 2002

LEGAL AID NEW BRUNSWICK
LEGAL AID FUND (DOMESTIC/LEGAL SERVICES)
STATEMENT OF FINANCIAL POSITION
31 MARCH 2002

	2002
ASSETS	
Current assets	
Cash	$ 64,785
Accounts receivable (Note 2)	300,269
	$ 365,054
LIABILITIES AND SURPLUS	
Current liabilities	
Accounts payable	$ 122,584
Due to Legal Aid Fund (Criminal)	200,000
	322,584
Surplus	42,470
	$ 365,054

Contingent liability (Note 3)

Approved

Provincial Director (Interim)

LEGAL AID NEW BRUNSWICK
LEGAL AID FUND (DOMESTIC/LEGAL SERVICES)
STATEMENT OF OPERATIONS AND SURPLUS
FOR THE YEAR ENDED 31 MARCH 2002

	2002 Budget	2002 Actual
REVENUE		
Province of New Brunswick	$ 1,100,000	$ 1,350,000
Costs recovered from liens	-	883
Contributions from clients	-	3,887
Interest	-	3,742
	1,100,000	1,358,512
EXPENDITURE		
Certificate fees and disbursements	80,000	88,555
Duty Counsel fees and disbursements	115,000	239,671
	195,000	328,226
Administration expenses		
Contract lawyers' salaries	467,500	541,803
Salaries and related expenses	249,563	217,054
Professional services	91,187	58,060
Office rents	-	42,725
Office furniture and equipment	-	31,778
Start-up costs	-	28,467
Computer maintenance and upgrading	-	22,889
Travel	-	14,437
Printing and office supplies	-	12,364
Miscellaneous	-	10,161
Equipment rentals and service contracts	-	4,825
Telephone	-	2,204
Postage	-	595
Translation	-	234
Recoverable lien registration fees	-	220
	808,250	987,816
Total expenditure	1,003,250	1,316,042
EXCESS OF REVENUE OVER EXPENDITURE	$ 96,750	42,470
Surplus, beginning of year		-
SURPLUS, end of year		$ 42,470

LEGAL AID NEW BRUNSWICK
LEGAL AID FUND (DOMESTIC/LEGAL SERVICES)
NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS
31 MARCH 2002

1. Purpose of the Organization

Legal Aid New Brunswick (Domestic/Legal Services) came into existence on 1 April 2001. It is responsible for the management and delivery of all legal and paralegal services related to domestic legal aid. These services are funded by grants from the Department of Justice.

2. Accounts receivable

Accounts receivable include amounts which have a likely expectation of collection in the near future. Amounts which could be collected in the future from liens placed on property or through costs and recoveries are only recognized when collected due to the uncertainty associated with the collection of such amounts.

Amounts due to the Fund as at 31 March 2002 represented by liens totalled $ 13,182. These amounts will only be collected if, and when, properties are sold which have liens registered against them.

3. Contingent liability

At 31 March 2002, 56 legal aid certificates were issued and outstanding for eligible applicants. The estimated cost to complete these certificates is $56,400. No allowance has been made in these financial statements for this contingency.